

La revue des vingt années de la TICAD

Rapport principal

février 2013

Agence japonaise de coopération internationale
(JICA)

Mitsubishi UFJ Research and Consulting

Avant-propos

La TICAD (Tokyo International Conference on African Development), une conférence servant d'une plateforme dont le but est de promouvoir un dialogue dans le domaine du développement en Afrique au sein de la communauté internationale, est organisée tous les cinq ans depuis 1993, par les co-organisateur de la TICAD et le gouvernement du Japon.

La cinquième TICAD aura lieu du 1er au 3 juin 2013 à Yokohama, marquant le 20ème anniversaire de la TICAD.

«La revue des vingt années de la TICAD » est une étude menée par la JICA (Japan International Cooperation Agency) dans le but de revoir les progrès des vingt dernières années de la TICAD et de contribuer la préparation de la TICADV et aux discussions sur la TICAD dans l'avenir.

L'étude pour cette revue a été effectuée par Mitsubishi UFJ Research and Consulting sous forme de commission faite par la JICA. Le contenu a également été formulé grâce au support et aux conseils donnés par le ministère des affaires étrangère du Japon, les Nation Unies, la Banque Mondiale et la commission de l'union africaine qui sont les co-organisateur de la TICAD.

Les avis de nombreux experts y compris ceux de Mme. Sadako Ogata, l'ancienne Haut Commissariaire des Nations Unies pour les réfugiés et actuellement conseillère spéciale du président de la JICA, et ceux de M. Marc Malloch Brown, l'ancien administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement, ont été d'une grande aide dans ce processus. Un débat actif a aussi eu lieu au moment du workshop de la société civile organisé à Ouagadougou, Burkina-Faso du 15 au 17 novembre 2012.

Je tiens donc à remercier toutes ces personnes qui ont apportés leurs concours pour réaliser cette étude.

Les déclarations qui figurent dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vues officiels du gouvernement du Japon, des co-organisateur de la TICAD ou de la JICA.

J'espère donc que ce rapport sera mis en commun avec tous les partenaires et qu'il servira de référence pour la discussion sur la promotion du développement en Afrique.

février 2013

INUI Eiji

Directeur Général

Département de l'Afrique, JICA

Table des Matières

Résumé.....	i
1. Positionnement de l'étude et l'arrière-plan de la TICAD	1-1
1-1. Positionnement de l'étude	1-1
2. Rétrospective du processus de la TICAD	2-1
2-1. Démarrage de la TICAD et développement de l'Afrique	2-1
2-1-1. Situation de l'Afrique au démarrage de la TICAD	2-1
2-1-2. TICAD I.....	2-2
2-1-3. Situation de l'Afrique avant la TICAD II	2-2
2-1-4. TICAD II.....	2-4
2-1-5. Situation de l'Afrique avant la TICAD III	2-4
2-1-6. TICAD III.....	2-5
2-1-7. Situation de l'Afrique après les TICAD III et IV	2-5
2-1-8. TICAD IV	2-6
2-1-9. Comparaison des principaux agendas des TICAD I à IV	2-7
2-1-10. Comparaison entre la TICAD et les conférences extérieures relatives au développement de l'Afrique	2-9
3. Évolution de la situation de l'Afrique au cours des 20 dernières années	3-1
3-1. Évolution socioéconomique de l'Afrique depuis 1993.....	3-1
3-1-1. Population	3-1
3-1-2. Revenus et consommation	3-2
3-1-3. Education	3-2
3-1-4. Santé et hygiène	3-3
3-1-5. Environnement.....	3-4
3-1-6. Pauvreté.....	3-4
3-1-7. Autres	3-5
3-2. Prévisions socioéconomiques pour l'Afrique dans les 20 prochaines années	3-6
4. L'aide des co-organisateur de la TICAD au développement de l'Afrique (Afrique du Nord incluse) depuis 1993 : réalisations, tendances et résultats	4-1
4-1. L'aide au développement apportée par le gouvernement japonais	4-1
4-2. Aide au développement par les co-organisateur (PNUD, Banque Mondiale) ainsi que l'aide par les autres parties prenantes	4-7
5. Commerce et investissements privés en Afrique (y compris l'Afrique du Nord) depuis 1993 : réalisations, orientations et résultats.....	5-1

5-1. Positionnement de l'aide au commerce et aux investissements privés dans le processus de la TICAD	5-1
5-2. Résumé de l'aide du gouvernement du Japon au commerce et aux investissements privés.....	5-3
5-3. Réalisations et évolution des mesures d'aide des Nations unies et du Groupe de la Banque mondiale en matière de commerce et d'investissements privés pour l'Afrique. 5-4	
5-4. Réalisations et évolution du commerce et des investissements privés pour l'Afrique (monde entier).....	5-5
6. Vue d'ensemble de la TICAD et recommandations pour les prochaines étapes.....	6-1
6-1. Vue d'ensemble de l'historique de la TICAD	6-1
6-1-1. Rôle de la TICAD en tant que forum international de développement.....	6-1
6-1-2. Rôle de la TICAD dans la relation bilatérale entre le Japon et l'Afrique	6-1
6-2. Recommandations pour les prochaines étapes	6-2
6-2-1. Concept de la TICAD en tant que forum international de développement....	6-2
6-2-2. Concept de l'aide pour l'Afrique	6-3
7. Aperçu des interviews des personnes compétentes (Documents de référence).....	7-1
7-1. M. Mark Malloch-Brown (Ancien administrateur du Programme des Nations unies pour le développement)	7-1
7-2. M. K.Y. Amoako, ACET (African Center for Economic Transformation).....	7-2
7-3. Madame Sadako Ogata (Conseillère spéciale du président, Agence japonaise de coopération internationale (JICA)).....	7-4
7-4. M. John Page (Chercheur principal, Economie mondiale et développement à la BROOKING INSTITUTION).....	7-6
7-5. M. Motoki Takahashi (Professor, Graduate School of International Cooperation Studies, Kobe University)	7-8

Figure/Tableau

Figure/Tableau2-1 Taux de croissance du PIB et des exportations (valeurs intermédiaires) des pays subsahariens (1985-1999).....	2-3
Figure/Tableau2-2 Principaux thèmes de la TICAD (I à IV)	2-8
Figure/Tableau 2-3 Comparaison entre la TICAD et les conférences organisés par les autres coopérants	2-9
Figure/Tableau2-4 Evolution de la TICAD et des autres conférences	2-11
Figure/Tableau 3-1 Évolution du taux de mortalité (pour 1.000 habitants).....	3-1
Figure/Tableau3-2 Evolution du revenu national par habitant et des dépenses de la	

consommation des ménages par personnes.....	3-2
Figure/Tableau3-3 Evolution du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (l'ensemble de l'Afrique, %).....	3-3
Figure/Tableau3-4 Évolution du taux de prévalence du VIH/SIDA (pourcentage dans la population des personnes âgées de 15 à 49 ans).....	3-4
Figure/Tableau3-5 Evolution du taux de la pauvreté en Afrique subsaharienne (%).....	3-5
Figure/Tableau3-6 Estimation de l'augmentation de la population active (15-64 ans).....	3-7
Figure/Tableau 4-1 Évolution de l'aide japonaise à l'Afrique	4-2
Figure/Tableau4-2 Aide japonaise à l'Afrique par secteur, évolution des totaux et de la ventilation (unité : millions de dollars ; sur la base des engagements) .	4-3
Figure/Tableau4-3 Actions et résultats des aides du Japon dans les secteurs prioritaires de la TICAD V	4-4
Figure/Tableau 4-4 Pourcentage du montants de l'APD du Japon dans les secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène.....	4-6
Figure/Tableau4-5 Montant des dépenses du PNUD par domaine.....	4-7
Figure/Tableau4-6 Aide japonaise à l'Afrique par secteur, évolution des totaux et de la ventilation (unité : millions de dollars ; sur la base des engagements) .	4-9
Figure/Tableau 5-1 Évolution de l'aide au commerce et aux investissements privés dans la TICAD.....	5-2
Figure/Tableau5-2 L'aide du gouvernement japonais au commerce et aux investissements	5-4
Figure/Tableau5-3 Évolution du volume commercial des pays d'Afrique (1992-2009).....	5-6

Résumé

La présente étude consiste, d'une part, en une rétrospective du processus de la TICAD depuis 1993 et de ses réalisations/orientations en termes d'aide au développement de l'Afrique par les co-organisateur de la TICAD et de commerce et d'investissements dans le secteur privé dans le même période. D'autre part, l'étude présente des leçons tirées — qui comprennent les opinions de personnes compétentes — sur la TICAD elle-même, à compter de la TICAD V.

Le résumé de l'étude est comme suit.

Révision du processus de la TICAD

Au lancement de la TICAD en 1993, plusieurs pays ont adopté le multipartisme, ce qui formait un espoir du point de vue politique, mais du point de vue économique la situation demeurait sans amélioration. Dans la même période, les montants consacrés aux aides pour l'Afrique était d'une tendance baissière suite à la fatigue de l'aide des bailleurs de fonds occidentaux. Organisée à quatre reprises jusqu'à maintenant, la TICAD a été lancée sur la base de ce contexte historique, ayant comme intérêts les majeures questions de développement de l'Afrique à chaque période d'organisation tenant compte des différents opinions internationales. Dans la seconde partie des années 90, une vague internationale donnant de l'importance à la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale survient. Cependant, l'Afrique elle-même commence grandement à changer à la suite des différents conflits internes, la reprise de l'économie suite à la hausse des prix du marché des produits primaires, etc. Dans ce contexte, la TICAD, depuis son démarrage, a attaqué plusieurs thèmes de développement dont l'appropriation et le partenariat faisaient toujours partie, mais elle reste focalisée sur le rôle du secteur privé dans la croissance économique, et sur le renforcement de la sécurité humaine de chaque personne vivant en Afrique. Par ailleurs, la coopération Sud-Sud justifie l'importance que donne le Japon au partage avec l'Afrique de l'expérience du développement asiatique. La TICAD est considérée actuellement comme un forum de développement de l'Afrique important où l'on peut discuter de manière ouverte les problématiques actuelles sans avoir à penser à la relation Afrique-Ancien pays colonisateur. La TICAD est parmi les plus anciennes conférences d'aide au développement existantes. De plus, parmi les caractéristiques de la TICAD qu'on peut relever est que l'Afrique et les co-organisateur suivent désormais de près les engagements ainsi que l'état d'atteinte des résultats.

Changement de la société économique en Afrique durant la période du processus de la TICAD

S'il en analyse de façon générale le changement de la société économique en Afrique depuis 1993

jusqu'à aujourd'hui, on peut dire que la situation s'est grandement améliorée. Par exemple, le taux de la mortalité infantile et maternelle ainsi que le taux de mortalité liée au paludisme ont diminué, et la durée moyenne de vie a augmenté. On remarque également une hausse au niveau des revenus et de la consommation, et pour les pays qui ont dépassé un certain niveau de revenus, le taux de pénétration d'automobiles s'est amélioré. D'autre part, le téléphone mobile est généralisé de façon explosive dans plusieurs pays. L'accès à l'éducation (enseignement primaire) et à des sources améliorées d'eau s'est également amélioré.

Par contre, un grand écart entre régions ou entre pays est observé dans certains secteurs. En particulier, on remarque que le taux de prévalence du VIH/SIDA en Afrique australe connaît une hausse, ce qui engendre une augmentation au niveau du taux de mortalité et une courte durée moyenne de vie. Même remarque peut être faite pour les revenus et la consommation, on trouve par exemple un écart de 90 fois au niveau du revenu par habitant entre le pays avec le revenu le plus haut et celui avec le revenu le plus bas. Par ailleurs, il existe un écart entre filles et garçons en ce qui concerne la scolarisation. En outre, malgré la baisse du taux de la pauvreté, le niveau de vie est trop faible pour les personnes vivant sous la ligne de pauvreté, et on relève un écart de pauvreté interne dans l'Afrique du centre et l'Afrique de l'est. Dans les pays avec un taux de croissance démographique élevé, les bidonvilles urbains enregistre une tendance haussière.

L'aide du Japon et des co-organisateur (Nations Unies, Banque mondiale) du processus de la TICAD : réalisations, tendances et résultats¹

Le Japon a apporté son aide au développement de l'Afrique dans plusieurs secteurs en se basant sur les idéales de la TICAD. Dans les années 90, l'aide apportée au secteur de l'infrastructure économique et des services économiques et au secteur productif (agriculture, sylviculture, pêche) était importante, mais depuis le milieu de cette période, l'aide en faveur de l'infrastructure sociale et des services sociaux (éducation, eau, santé) est en augmentation. Il est également visible que l'appui aux secteurs des transports et de l'énergie est en rapide augmentation depuis la deuxième moitié des années 2000. Parmi ces secteurs, on remarque que le Japon a grandement contribué dans l'amélioration de l'accès à des sources améliorées de l'eau dans plusieurs régions de l'Afrique.

En ce qui concerne l'aide des ONG japonaises en Afrique, après la naissance du grand intérêt du Japon dans la coopération internationale dans les années 90, plusieurs ONG ont été créées et l'aide fournie par les ONG japonaises est toujours en hausse. On ne peut pas nier que la plupart des activités des ONG sont destinées à l'Asie, mais enregistre en 2011 25% des activités en Afrique

¹ Lorsqu'on parle de co-organisateur, on parle de principe d'IDA et d'UNDO.

dans plusieurs domaines, à savoir la formation de personnels, l'appui et soutien à la vie, les opérations d'aide humanitaire et le soutien communautaire.

Le PNUD met en œuvre les soutiens pour la réalisation du développement humain durable et de la croissance centrée sur l'être humain. Avec les quatre secteurs prioritaires tels que 1) la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD, 2) la gouvernance démocratique, 3) l'environnement et l'énergie et 4) prévention des crises et du relèvement, le PNUD s'efforce de renforcer les capacités humaines par le partage des connaissances, les travaux d'analyse et les activités de plaidoyer.

L'AID (IDA) considère les régions africaines comme régions de développement prioritaires de premier ordre. Les principaux éléments des aides aux pays africains sont constitués du partage des connaissances, des recherches, des analyses ainsi que des conseils politiques et beaucoup sont les appuis qui ne se reflètent pas nécessairement sur les montants d'aide. Du point de vue du montant d'aides, celui dépensé dans le secteur des bases économiques et de services s'élève le plus dans ces dernières années, ce qui explique que l'AID (IDA) s'efforce activement de soutenir la croissance y compris l'exploitation des infrastructures et le développement du secteur privé.

Cadre d'assistance pour les investissements et le commerce du secteur privé dans le processus de la TICAD

A partir de la seconde partie des années 90, l'Afrique a commencé à montrer des mouvements de reprise économique, et de nombreux pays africains ont réussi à atteindre une croissance économique importante au début des années 2000. A cette période, les investissements directs à l'étranger ont dépassé le montant des aides. L'année 2009 coïncide avec la crise économique mondiale à la suite de nombreux facteurs notamment la chute des prix du pétrole et la baisse des investissements directs. Cependant, l'Afrique continue toujours à montrer une légère lumière de croissance, durant la crise économique mondiale qui a engendré la baisse du montant du commerce de l'ensemble de l'Afrique. Cette tendance est justifiée par le commerce et l'investissement dans les ressources naturelles, qui est expérience différente à celle de la croissance économique des pays de l'Asie de l'Est. En revanche, cela reste une croissance économique connue par la couche moyenne qui devient l'intérêt des entreprises étrangères. C'est à partir de l'année 2004 que le gouvernement du Japon a concrètement commencé à fournir de l'aide au commerce et aux investissements privés pour l'Afrique, donc à partir de l'AATIC (Asia-Africa Trade and Investment) de la TICAD 2004. Les co-organisateur ont adopté comme pilier de leur aide le développement de la coopération public-privé, l'élimination du manque d'investissements envers les besoins de l'Afrique en infrastructures, ainsi que le développement du secteur privé et l'amélioration de l'environnement d'investissement dans les pays en voie de développement.

Leçons tirées de la revue du processus de la TICAD

1. Vue d'ensemble processus de la TICAD
 - a) Rôle de la TICAD en tant que forum international de développement
 - b) Rôle de la TICAD dans la relation bilatérale entre le Japon et l'Afrique
2. Leçons relatives au concept de la TICAD en tant que forum international de développement
 - a) Renforcement de l'appropriation du développement de l'Afrique
 - b) Nécessité d'une vision d'un développement à long terme et de la promotion des suivis de la TICAD
 - c) TICAD en tant que forum ouvert pour le développement de l'Afrique
3. Leçons relatives au concept de l'aide pour l'Afrique
 - a) Se focaliser sur des objectifs bien ciblés en exploitant les riches ressources
 - b) Promotion du transfert des structures économiques
 - c) Approche par région et mesures pour la diversité
 - d) Promotion du partenariat public-privé

1. Positionnement de l'étude et l'arrière-plan de la TICAD

1-1. Positionnement de l'étude

La présente étude consiste, d'une part, en une rétrospective du processus de la TICAD depuis 1993 et de ses réalisations/orientations en termes d'aide au développement de l'Afrique par les co-organisateur de la TICAD et de commerce et d'investissements dans le secteur privé dans le même période. D'autre part, l'étude présente un ensemble de leçons tirées — qui comprennent les opinions de personnes compétentes — sur la TICAD elle-même, à compter de la TICAD V.

Bien que les activités de la TICAD se déroulent sous l'initiative principale du gouvernement du Japon, et bien que l'aide générale qu'il apporte à l'Afrique soit, en gros, synonyme de celle apportée dans le cadre de la TICAD, il n'existe pas, concrètement, de distinction claire entre les formes d'aide selon qu'elles s'effectuent ou non dans le cadre de la TICAD. Par conséquent, l'aide qu'apporte le Japon à l'Afrique dans le cadre de la TICAD n'inclut pas toute l'aide fournie à l'Afrique par le Japon². Pour cette raison, le contenu de la présente étude consiste en une rétrospective de l'évolution des pays d'Afrique sous divers aspects (politique, économique, social, etc.), sur la base de la contribution apportée par le Japon et les co-organisateur de la TICAD depuis 1993, suivie d'un résumé de leçons tirées de la TICAD elle-même à compter de la TICAD V.

D'autre part, concernant la rétrospective des tendances des organisations d'aide (PNUD, groupe de la Banque Mondiale) dans le chapitre 4 (L'aide des co-organisateur de la TICAD au développement de l'Afrique) et le chapitre 5 (Commerce et investissements privés en Afrique), les parties portant sur la Banque mondiale se limiteront aux organisations suivantes : l'Association internationale de développement (IDA) pour le chapitre 4 (aide au développement), et la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour l'investissement et le commerce dans le secteur privé. Cette décision a été prise après examen de la disponibilité des informations/ données et des caractéristiques des domaines d'aide et des régions ciblées.

² Rapport d'évaluation, « Les initiatives d'aide à l'Afrique par le processus de la TICAD », 2007, Ministère des affaires étrangères (en japonais).

2. Rétrospective du processus de la TICAD

2-1. Démarrage de la TICAD et développement de l'Afrique

2-1-1. Situation de l'Afrique au démarrage de la TICAD

Le début des années 1990 a été une période où, dans le courant des réformes politiques internationales qui ont suivi la fin de la guerre froide de 1989, les pays d'Afrique sont passés successivement au multipartisme. Si l'on regarde les 48 pays d'Afrique subsaharienne, la transition au multipartisme s'est effectuée dans 3 pays en 1990, 7 en 1991, 11 en 1992, 8 en 1993 et 3 en 1994. Etant donné que 7 pays avaient déjà introduit le multipartisme avant 1989, 39 pays sur 48 sont devenus des Etats multipartistes jusqu'en fin 1994³.

Pour les pays d'Afrique, cette période a également été celle pendant laquelle la stagnation économique des années 1980 s'est poursuivie. Sous l'effet du second choc pétrolier de 1979 et de la récession mondiale qui s'ensuivit, l'Afrique subsaharienne fait face à une crise économique durant la première moitié des années 1980. Par la suite, ainsi que l'indique la figure ci-dessous, la moyenne du PIB par habitant des pays d'Afrique subsaharienne (valeur de base = année 2000) continue de baisser durant les années 1980, et atteint la plus basse valeur durant la première moitié des années 1990; en 1994, elle fut inférieure à 500 dollars avec 482 dollars. Ces années 1980 sont parfois également appelées « la décennie perdue » pour l'Afrique.

Durant la première moitié des années 1990, alors que l'économie intérieure connaît une récession, du point de vue de la politique nationale, le peuple fonde ses espoirs sur le nouveau système multipartite. La Conférence de la TICAD I, tenue en 1993, a donc démarré pendant cette période où, « malgré la stagnation économique des pays d'Afrique, on portait espoir pour une réforme à venir, par le biais d'un changement politique »⁴.

D'autre part, alors que la situation stagnante de l'Afrique persiste durant les années 1980, les pays d'Asie réalisent une croissance rapide; en 1991, le PIB par habitant des pays d'Asie dépasse celui de l'Afrique, et continue d'augmenter par la suite.

Ainsi que l'indique le schéma ci-dessus, les années 1990 connaissent une situation économique encore plus aggravante que les années 1980, et ce n'est qu'après 2000 que l'on constate une tendance à l'amélioration. Pour passer en revue la situation de l'Afrique au milieu de ces années 1990, la Banque Mondiale publie, en 1995, « Un continent en transition- L'Afrique subsaharienne au milieu des années 90 ». Ainsi que l'indiquent les extraits ci-après, le rapport constate une stagnation de l'économie, tout en portant espoir sur une réforme ultérieure à travers une transition politique.

³ Source : « Les états multi-tribaux et le multipartisme », Institut des économies en développement, par Takehiko Haraguchi

⁴ Il est possible que pour la politique étrangère japonaise, il était important de montrer que le soutien japonais était renforcé pour les pays d'Afrique, ayant commencé à marcher avec leurs nouveaux leaders, après un changement du pouvoir politique.

2-1-2. TICAD I

Bien que divers pays d'Afrique aient introduit la démocratie multipartite au début des années 1990, pour de nombreux nouveaux gouvernements, la situation politique s'est avérée instable et les réformes économiques stagnantes. De plus, avec la fin de la guerre froide, les pays de l'UE se sont mis à apporter leur aide financière aux anciens pays d'Europe de l'Est plutôt qu'à l'Afrique, d'où s'ensuivit une tendance à la diminution de l'aide financière pour l'Afrique. D'autre part, les pays de l'UE ayant tendance à réduire leur budget total d'aide au développement, la réduction de l'aide financière envers Afrique n'en a été que davantage accélérée. Ceci a entraîné les pays d'Afrique à penser que l'intérêt de la communauté internationale envers le développement africain avait baissé, et à s'inquiéter d'être marginalisés⁵. D'autre part, le montant de l'aide financière du Japon envers l'Afrique a augmenté de manière remarquable depuis les années 1990 à 1990, et en 1993, il a été classé quatrième après la France, les Etats-Unis et l'Allemagne⁶. La Conférence de la TICAD I, en 1993, a réussi à mobiliser l'intérêt de la communauté internationale pour l'importance du développement de l'Afrique, en déclarant qu'il ne pouvait y avoir ni paix ni développement mondial sans l'Afrique⁷. Tout en généralisant l'adoption des concepts d'appropriation et de partenariat dans la communauté internationale, cette conférence a aussi indiqué l'importance pour les pays d'Afrique, de s'inspirer de l'expérience des pays d'Asie en matière de développement.

2-1-3. Situation de l'Afrique avant la TICAD II

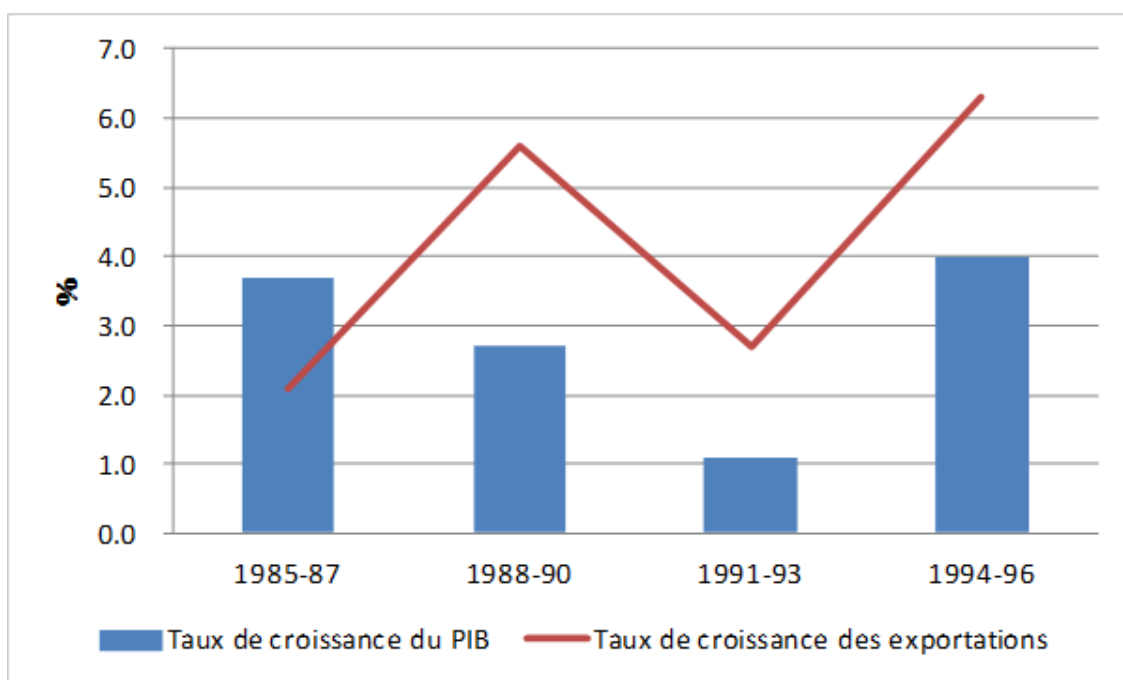
Ce n'est qu'après l'an 2000 que les pays d'Afrique ont connu une réelle croissance, mais lors de la TICAD II, en 1998, on percevait déjà des signes de rétablissement. Le schéma ci-dessous indique l'évolution triennale du taux de croissance du PIB des pays d'Afrique subsaharienne. On constate une tendance au rétablissement après 1994. Alors que la valeur intermédiaire du taux de croissance entre 1988 et 1990 était de 2,7% par an, et celle de 1991 à 1993 de 1,1% par an, elle se rétablit et augmente à 4,0% entre 1994 et 1996. De plus, la réforme économique menée dans chaque pays durant les années 1990 a pour résultat la libéralisation du taux de change, et les exportations commencent également à augmenter. Le taux de croissance des exportations, qui était de 2,7% entre 1991 et 1993 augmente et atteint 6,3% entre 1994 et 1996.

⁵ Ce point est relevé dans plusieurs documents. Par exemple, FASID (1997) « Premier forum de la FASID : Perspective d'une nouvelle étape de l'aide envers l'Afrique »

⁶ « Etude de base pour la planification des projet de coopération économique (Nouvelles actions pour l'Afrique) », Ministère des Affaires étrangères, 1997

⁷ « Traces de la décennie de la TICAD », Horiuchi Shinsuke (2004) (<http://www.idea-jpn.co.jp/reports/TICAD-10year-nosokuseki.pdf>)

Figure/Tableau2-1 Taux de croissance du PIB et des exportations (valeurs intermédiaires) des pays subsahariens (1985-1999)



Source: banque de données de la Banque mondiale

En mars 1997, la Fondation pour les études sur le développement international (FASID) organise, au Japon, le symposium « Perspective d'une nouvelle étape de l'aide envers l'Afrique », en tant qu'étape préparatoire de la TICAD II. Lors de ce symposium, la situation de l'Afrique a été résumée comme suit: « on constate une reprise partielle du déclin économique rapide observé dans les pays d'Afrique subsaharienne durant les années 1980. » De plus, les remarques suivantes ont été faites sur cette situation: « Il faut adopter une approche distincte pour chaque pays, et répondre, avec exactitude, aux besoins fondamentaux des classes pauvres. Spécifiquement parlant, il est nécessaire de renforcer le domaine du commerce et de l'investissement, quant aux pays où la croissance économique et la démocratisation sont avancées. Quant aux pays en pleine période de transition, l'aide publique au développement (APD) constituera la partie principale de l'aide. Enfin, pour les pays en début de transition, l'aide doit être centrée sur l'aide d'urgence et l'aide humanitaire. »⁸. Ainsi, la TICAD II a été tenue alors que des signes de rétablissement étaient constatés parmi les pays d'Afrique.

⁸ FASID (1997) « Premier forum de la FASID : Perspective d'une nouvelle étape de l'aide envers l'Afrique »

2-1-4. TICAD II

2 ans et demi après la tenue de la TICAD, en avril 1996, le gouvernement du Japon présente l'« Initiative du Japon dans l'aide à l'Afrique » lors de la 9^{ème} conférence de la CNUCED, et indique que le Japon continuera à soutenir le développement de l'Afrique. La tenue de la TICAD II a été annoncée simultanément, et le Japon a proposé de continuer à avancer sur la même voie, vers le développement de l'Afrique, voie indiquée par la TICAD I⁹. D'autre part, l'OCDE/ CAD a annoncé, en mai 1996, la « Nouvelle stratégie de développement », où les concepts d'« appropriation » et de « partenariat » furent mis en exergue¹⁰. C'est sur la base de cette « Nouvelle stratégie de développement » qu'a été tenue la TICAD II en 1998 ; depuis, « appropriation » et « partenariat » sont devenus les deux concepts de base du processus de la TICAD.

De plus, le Programme d'action de Tokyo indique clairement les politiques et actions prioritaires, avec des objectifs chiffrés, et définit concrètement les initiatives à prendre, avec une « liste d'exemples ».

2-1-5. Situation de l'Afrique avant la TICAD III

C'est avant l'ouverture de la TICAD III (en 2003), dès la seconde moitié des années 1990, que la réduction de la pauvreté est devenue un thème important dans les débats de l'arène internationale, tel le sommet du G8, et en 2000, les Objectifs du Millénaire pour le développement, incluant la réduction de moitié de la pauvreté, ont été fixés. De plus, l'amélioration de l'efficacité de l'aide, thème ayant débuté avec la Déclaration de Rome, devint également l'objet de débats internationaux.

D'autre part, durant la seconde moitié des années 1990, alors que l'on accorde de l'importance à la réduction de la pauvreté, les conséquences négatives de la globalisation sont mises en question. La libéralisation de l'économie peut certes entraîner la croissance d'une partie des économies, mais l'écart entre pays et l'écart à l'intérieur du pays devenant encore plus marqués, cela n'entraînerait-il pas les classes pauvres à s'appauvrir davantage? Ainsi, les thèmes suivants ont été à nouveau mis en question : est-ce que la croissance contribue à la réduction de la pauvreté, et quelles sont les politiques qui entraînent une croissance tout en étant utiles à la réduction de la pauvreté ? C'est ainsi que la notion de croissance pro-pauvre (pro-poor growth), croissance contribuant à la réduction de la pauvreté, est devenue importante¹¹.

⁹ « Aide au développement du Japon pour l'Afrique : passé, présent et avenir », Horie Masahiko (1997), FASID (1997) « Premier forum de la FASID : Perspective d'une nouvelle étape de l'aide envers l'Afrique »

¹⁰ Site web du Ministère des Affaires étrangères. Cependant, « Ownership » est traduite par « appropriation ».

¹¹ « Livre sur le mouvement des aides », Institut de Recherche de la JICA (2004)

2-1-6. TICAD III

La TICAD III, tenue en 2003, a non seulement reçu de nombreux chefs d'état et dirigeants africains, mais également de nombreux participants de pays européens et asiatiques, de niveau ministériel. La TICAD, avec ses 10 années de processus, a laissé l'impression d'être devenue un forum international de discussions sur les problèmes du développement de l'Afrique. Lors de la conférence, les politiques d'aide à l'Afrique par la TICAD ont été résumées selon trois axes : un développement centré sur la personne, la réduction de la pauvreté par la croissance économique, et la consolidation de la paix. De plus, la sécurité humaine, qui est un des principaux piliers de la politique étrangère japonaise, a été intégrée à la Déclaration commémorative du dixième anniversaire de la TICAD¹².

La TICAD III en 2003 a fixé « la réduction de la pauvreté par la croissance économique » comme un des thèmes principaux de l'aide à l'Afrique, et a affirmé l'importance de promouvoir la croissance pro-pauvre en Afrique. Pendant la seconde moitié des années 1990, la croissance économique commence à se rétablir dans de nombreux pays d'Afrique. Et tandis que la tendance de l'aide est à la réduction de la pauvreté (l'aide internationale étant enclin à se concentrer sur les secteurs sociaux, ayant un impact direct sur la vie des classes pauvres), le fait de promouvoir la croissance pro-pauvre a eu pour conséquence de signaler continuellement l'importance de la « croissance économique », et a soutenu une aide à l'Afrique équilibrée.

Après la TICAD III, au sommet de Gleneagles en 2005, les G8 et autres donateurs ont donné leur engagement quant au doublement de l'aide internationale aux pays d'Afrique dans les 5 années à venir, d'où une augmentation de 25 milliards de dollars jusqu'en 2010 (comparé à 2004)

2-1-7. Situation de l'Afrique après les TICAD III et IV

Cependant, nombreux sont ceux qui affirment que le rétablissement économique de l'Afrique depuis la seconde moitié des années 1990 est le résultat de la hausse du prix des produits primaires. L'évolution du prix des produits primaires depuis la TICAD III et jusqu'en 2011 est indiquée ci-dessous.

Le prix des produits primaires après 2002, bien qu'en baisse temporaire en 2009, a tendance à augmenter en général, et le prix de 2011 comparé à celui de 2002 est de 2,1 fois pour les produits alimentaires, 2,5 fois pour les boissons, 4,2 fois pour les métaux, et 4,1 fois pour les ressources énergétiques¹³. Pour les pays en voie de développement qui exportent ces produits, y compris les pays d'Afrique, il est probable que l'accroissement des recettes dû à l'exportation est un moteur

¹² http://www.mofa.go.jp/mofaj/area/ticad/pdfs/10_sengen.pdf

¹³ World Economic Outlook, October 2012

puissant de la croissance économique.

2-1-8. TICAD IV

La TICAD IV, tenue en 2008, a eu pour enjeu l'accélération de la croissance économique, l'assurance de la sécurité humaine (l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement, la consolidation de la paix et la bonne gouvernance), le remède aux questions de l'environnement et des changements climatiques. La conférence a eu pour résultat la conclusion de la « Déclaration de Yokohama » et du « Plan d'action de Yokohama »¹⁴, et a établi un carnet de route sur les moyens concrets par lesquels le processus de la TICAD allait soutenir la croissance et le développement de l'Afrique pour les 5 années à suivre. Le Plan d'action de Yokohama, qui indique les mesures à mettre en œuvre pour les 5 prochaines années, a la particularité de saisir de manière globale les missions pour le développement de l'Afrique, et d'adopter une approche donnant la priorité aux actions. De plus, un suivi annuel fut aussi établi, avec divulgation publique des résultats obtenus. C'est dans cette globalité et dans l'introduction de ces mécanismes de suivi que la TICAD IV diffère grandement des TICAD précédentes.

D'autre part, au Sommet de Toyako, tenu après la TICAD IV en juillet 2008, le développement de l'Afrique a été un des sujets de discussions, et les G8 et les autres donateurs se sont engagés à augmenter leur APD envers l'Afrique d'un total de 25 milliards de dollars par an, jusqu'en 2010. Il a également été fait mention des mesures concrètes d'aide à l'Afrique: l'amélioration du contexte commercial, le développement des infrastructures, l'appui à l'agriculture, le déboursement pour l'« aide au commerce », le soutien à la bonne gouvernance en Afrique, la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique¹⁵.

Face au rétablissement économique de l'Afrique, étroitement lié à la hausse du prix des produits primaires, la TICAD a continué d'affirmer l'importance des thèmes tels que la « croissance sous l'initiative du secteur privé » (un thème important dans le processus de la TICAD), ou « l'accélération de la croissance » (thème de la TICAD IV), et de souligner l'importance de développer des industries variées telle que l'industrie manufacturière, en plus de l'exportation des produits primaires. Cette vision rejoint la notion de « Transformation économique », objet de débats en Afrique, ces dernières années.

Ainsi, on peut dire que les initiatives de la TICAD, ces 20 dernières années, face aux problèmes de développement des pays d'Afrique (problèmes qui ont connu un grand changement depuis la

¹⁴ http://www.mofa.go.jp/mofaj/area/ticad/3_gs_point.html

¹⁵ http://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/summit/toyako08/doc/doc080709_03_ho.html

première moitié des années 1990), ont été des initiatives qui, tout en adoptant le courant de l'aide internationale créé par l'Occident, y a ajouté des points de vue propres à la TICAD pour viser à la résolution de ces problèmes.

2-1-9. Comparaison des principaux agendas des TICAD I à IV

Les agendas des TICAD I à IV ont à chaque fois été fixés en tenant compte des principaux thèmes au développement de l'Afrique, à l'époque de la tenue de chaque conférence, et des débats dans l'arène international en ce temps-là. Ainsi, les thèmes discutés lors de chaque conférence sont divers; cependant, la TICAD a toujours accordé de l'importance au rôle du secteur privé dans la croissance économique de l'Afrique (une croissance économique à l'initiative du secteur privé), et à la protection des humains contre les menaces à la survie, à la vie et à la dignité, et le renforcement des capacités (la sécurité humaine), avec la mentalité que le développement devait être centré sur chaque individu vivant en Afrique. Une autre particularité de la TICAD est la promotion de la coopération Sud-Sud, dans le but de partager l'expérience du développement asiatique avec les pays africains.

Figure/Tableau2-2 Principaux thèmes de la TICAD (I à IV)

	TICAD I « Vers le 21 ^{ème} siècle » (1993)	TICAD II « Le développement de l’Afrique vers le 21 ^{ème} siècle » (1998)	TICAD III (2003)	TICAD IV « Vers une Afrique qui gagne : un continent d’espoir et d’opportunités » (2008)
Principaux sujets	① Réformes politique et économique Démocratisation Respect des droits de l’homme Bonne gouvernance Développement humain et social Diversification et libéralisation de l’économie	① Développement social et réduction de la pauvreté : promotion du développement humain Education Santé et population Autres mesures pour l’appui aux classes pauvres	① Consolidation de la paix ② Renforcement des capacités Mécanisme africain d’évaluation par les pairs (MAEP)	① Accélérer la croissance économique Infrastructures Commerce, investissements et tourisme Agriculture et développement rural
	② Développement économique par le biais des activités du secteur privé	② Développement du secteur privé/ de l’industrie / de l’agriculture, développement économique (problème des dettes extérieures, etc.)	③ Développement au cœur duquel se situent les hommes Santé Gestion des ressources en eau	② Accomplir les OMD Développement des communautés Education Santé
	③ Coopération et intégration régionales Promotion du commerce et de l’investissement interrégionaux	③ Bonne gouvernance, prévention des conflits et développement post-conflit	④ Infrastructures	③ Consolidation de la paix, bonne gouvernance
	④ Aide d’urgence et développement Prévention et gestion des désastres Sécurité alimentaire		⑤ Développement agricole	
	⑤ Expérience asiatique et développement de l’Afrique Stabilité politique Promotion de la production agricole Education et développement des ressources humaines Politique tournée vers le marché Politique financière Mise de l’accent sur le secteur privé Réforme des terres	Autres : (1) Principes de base Appropriation Partenariat global (2) Approches Renforcement de l’harmonisation Coopération régionale et intégration Coopération Sud-Sud (3) Thèmes transversaux Renforcement des capacités La problématique du genre, un courant principal Gestion de l’environnement	⑥ Développement du secteur privé ⑦ Elargissement du partenariat	④ Questions de l’environnement et des changements climatiques
	⑥ Coopération internationale		⑧ Dialogue avec la société civile	⑤ Partenariat élargi
	⑦ Suivi			

Source : rédigé par Mitsubishi UFJ Research and Consulting, Co., Ltd. sur la base de documents du Ministère des affaires étrangères du Japon

2-1-10. Comparaison entre la TICAD et les conférences extérieures relatives au développement de l'Afrique

Actuellement, les conférences relatives au développement de l'Afrique sont organisées par différents pays coopérants. La présente section représente une comparaison entre les dates de lancement et le contenu des questions débattues de ces conférences.

La France tout comme certains pays de l'UE, en tant qu'ancien pays colonisateurs disposent historiquement de profonds liens économiques et sociaux avec les Etats Africains, et certains pays sont même géographiquement très proches. La TICAD est co-organisée par les Nations Unies, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), la Banque Mondiale ou encore la CUA (Commission de l'Union Africaine), mais le Japon en tant que co-organisateur ne dispose pas de ce type de liens historiques avec les Etats Africains. Dans ce contexte historique, le Japon a organisé la TICAD en tant que conférence pour aider les Etats Africains au début des années 90 lorsque l'économie était stagnante compte beaucoup. On peut noter au passage que seules les conférences d'aides à l'Afrique de la TICAD rassemblaient des organismes internationaux et des organismes nationaux.

En regardant le contenu des conférences, les sujets abordés portaient largement sur l'ensemble des sujets de préoccupation de l'Afrique. Et seule la TICAD affiche clairement comme objectif central la « croissance économique axée sur le secteur privé », la « Sécurité humaine » et la « coopération utilisant des ressources étrangères (coopération sud-sud) », ce qui la caractérise.

Figure/Tableau 2-3 Comparaison entre la TICAD et les conférences organisés par les autres coopérants

	TICAD	Multilatéral		Bilatéral			
		SPA	UE	France	Chine	Corée	Inde
Année	1993	1988	2000	Années 70	2000	2006	2008
Fréquence / Total	Tous les 5 ans / 4 fois	Tous les ans (Abandonné en 2008)	Tous les 3 ans / 3 fois	Tous les 2-3 ans / 25 fois	Tous les 3 ans / 5 fois	Tous les 3 ans / 3 fois	Tous les 3 ans / 2 fois
Caractéristique des conférences	- Débat sur la politique - Accord sur les projets d'actions - Processus de suivi des décisions	- Mobilisation de fonds pour l'aide à l'Afrique - Débat sur les modalités d'aides	- Débat sur la politique - Accord sur les projets d'actions	- Débat sur la politique	- Débat sur la politique - Accord sur les projets d'actions - Présentation du montant de l'aide par le pays hôte	- Débat sur la politique - Accord sur les projets d'actions - Présentation du montant de l'aide par le pays hôte	- Débat sur la politique - Accord sur les projets d'actions -Présentation du montant de l'aide par le pays hôte
Différences entre les	-« Propriété de	- Pas d'aide sur un secteur	- « Droits de l'homme » e	- Chaque fois, les	- Les domaines	-Les domaines	- Les domaines

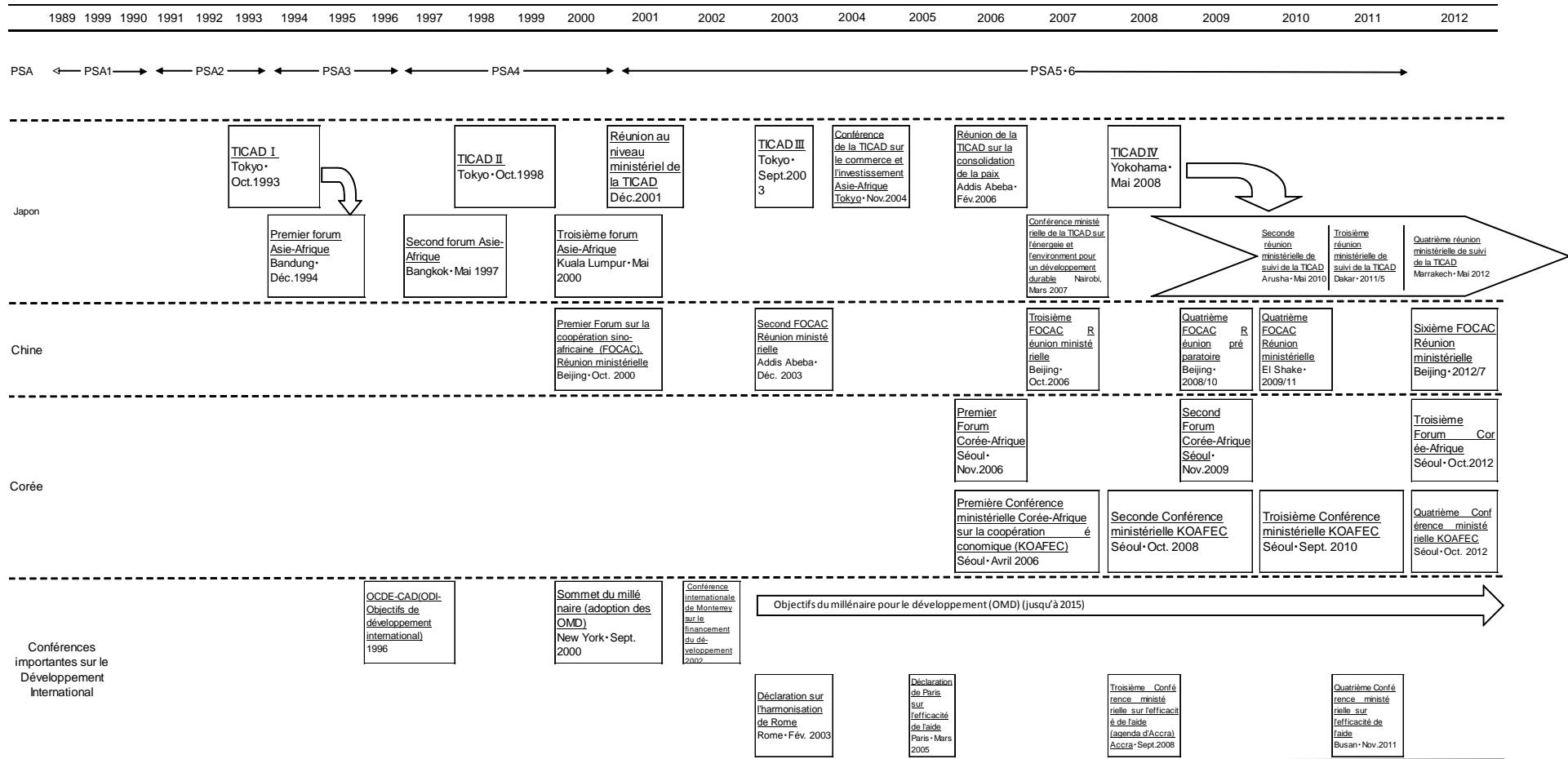
conférences sur les thèmes centraux abordés et sur d'autres caractéristiques	l'Afrique », « Sécurité humaine », « coopération utilisant des ressources étrangères (coopération sud-sud) » sont des thèmes caractéristiques	particulier	st caractéristique -Beaucoup de relations avec les accords de Cotonou	sujets débattus changent en fonction de la situation de l'Afrique	d'aides sont très étendus. Les montants des aides allouées sont affichés.	d'aides sont plutôt étendus. La première conférence a affiché les montants des aides, mais la deuxième ne semble pas avoir affiché clairement les montants.	d'aides sont très étendus. Les montants des aides allouées sont concrètement affichés.
--	---	-------------	--	---	---	---	--

Source : Synthèse réalisée par Mitsubishi UFJ Recherche et Conseil à partir des documents disponibles sur chaque pays.

La figure ci-dessous présente l'exécution de la TICAD et des conférences multilatérales et bilatérales¹⁶.

¹⁶ Source : Site web de chaque conférence

Figure/Tableau2-4 Evolution de la TICAD et des autres conférences



3. Évolution de la situation de l'Afrique au cours des 20 dernières années

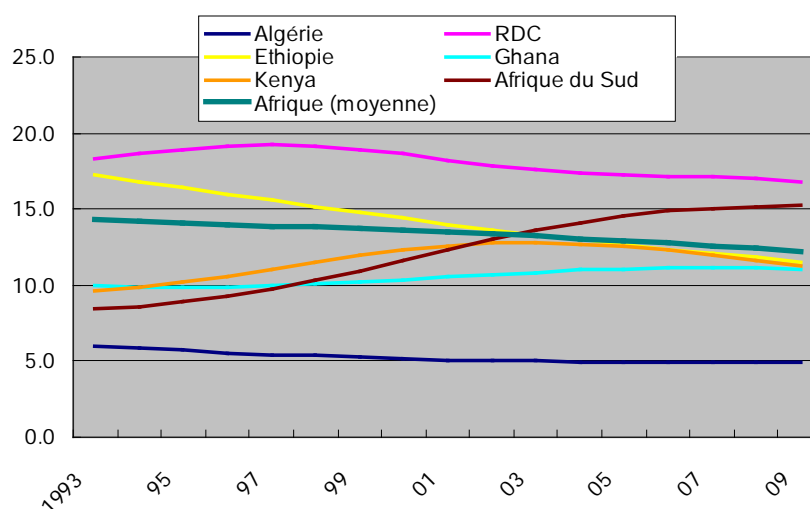
3-1. Évolution socioéconomique de l'Afrique depuis 1993

Cette section présente, données à l'appui, l'évolution socioéconomique de l'Afrique de 1993 à aujourd'hui. Il s'agit ici d'une description objective de l'évolution socioéconomique de l'Afrique sans considération particulière de l'implication avec le processus de la TICAD¹⁷.

3-1-1. Population

La population de l'Afrique (Afrique du Nord et Afrique subsaharienne) est passée de 683 millions en 1993 à 1,02 milliard en 2010. Le taux de croissance démographique était en moyenne de 2,4% par an pendant cette période, et commence à diminuer petit à petit. Sur l'ensemble de l'Afrique, le taux de mortalité pour 1.000 habitants s'est amélioré, passant de 14,3 décès en 1993, à 12,1 en 2009. En revanche, dans les pays de l'Afrique australe, le taux de mortalité est en hausse en comparaison avec celui de l'année 1993. L'espérance de vie moyenne est passée de 53 ans à 55,6 ans de 1993 à 2009 pour l'ensemble de l'Afrique, soit un allongement de la vie de 2,7 ans. Cependant, en remarque toujours dans les pays de l'Afrique australe une importante tendance de diminution dans la durée de vie moyenne, surtout chez les femmes.

Figure/Tableau 3-1 Évolution du taux de mortalité (pour 1.000 habitants)



Source : Élaboré à partir des Indicateurs du Développement en Afrique

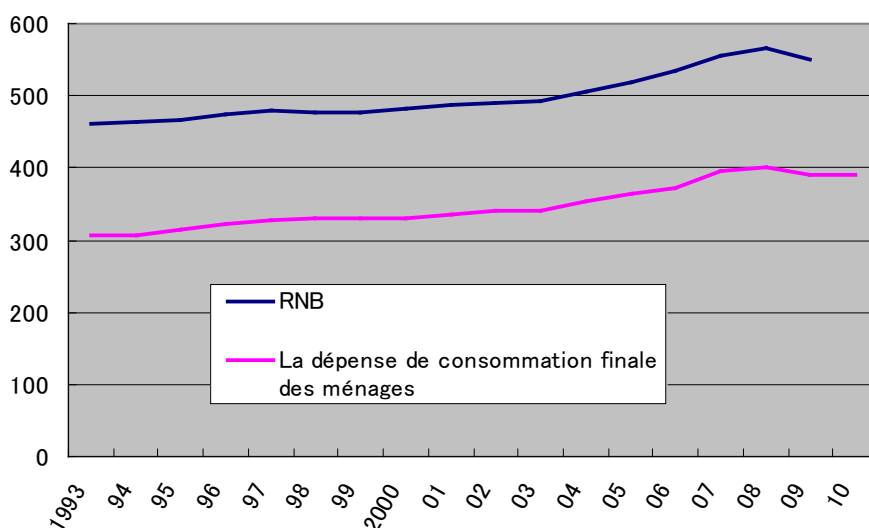
¹⁷ Lorsqu'il n'y a pas de notes particulières, se conformer aux données des Indicateurs de développement en Afrique de la Banque mondiale.

3-1-2. Revenus et consommation

Le revenu national par habitant pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne est passé de 462 dollars en 1993 (Prix fixés de 2000, appliqués également pour ce qui suit) à 551 dollars en 2009, et les dépenses de consommation des ménages par personne ont passé de 306 dollars en 1993 à 391 dollars en 2010. Une grande différence selon les pays est remarquée.

Figure/Tableau3-2 Evolution du revenu national par habitant et des dépenses de la consommation des ménages par personnes

(Afrique subsaharienne, valeur fixe de 2000, Dollar)

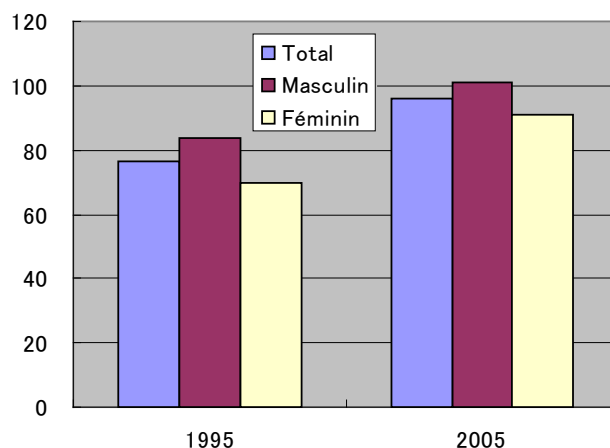


Source : Elaboré à partir des Indicateurs de développement en Afrique

3-1-3. Education

Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, dans l'ensemble de l'Afrique et pour l'Afrique subsaharienne est de 96% en 2005, et on remarque une tendance baissière d'environ 10% pour la scolarisation des filles. En revanche, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire, avec 37% en 2008 pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, stagnait à un niveau bas par rapport à celui du primaire. Le taux de scolarisation des filles est en général en tendance baissière, mais pour les pays avec un taux de scolarisation élevé enregistrent un taux élevé de scolarisation des filles. Pour le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus reste presque le même pour tous les pays.

Figure/Tableau3-3 Evolution du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (l'ensemble de l'Afrique, %)



Source : Elaboré à partir des Indicateurs du développement en Afrique

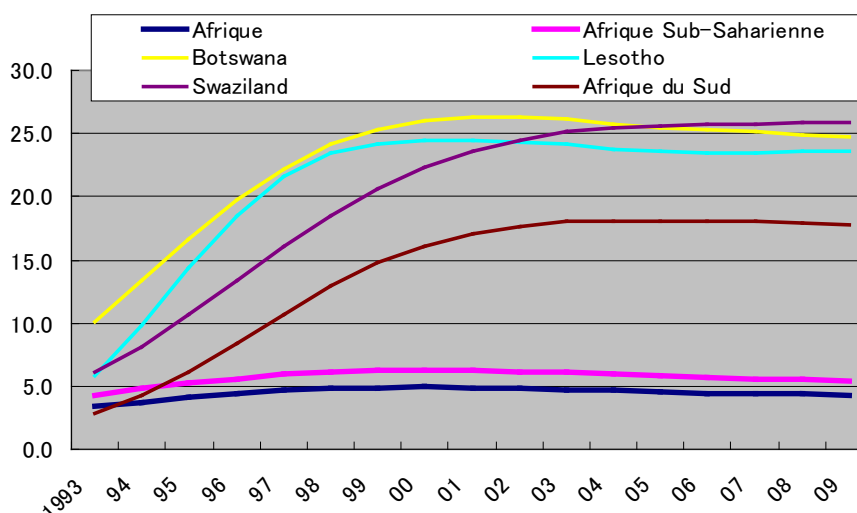
3-1-4. Santé et hygiène

Le taux de mortalité infantile (pour 1.000 habitants) s'est amélioré, passant de 159 décès en 1993, à 115 en 2009 pour l'ensemble de l'Afrique. Il existe un écart important entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Le taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes) dans l'ensemble de l'Afrique a décliné de 760 décès en 1990 à 460 en 2010. Par région, seule l'Afrique australe enregistre une hausse du taux de mortalité maternelle¹⁸. Concernant le taux de prévalence du VIH/SIDA (pourcentage dans la population des personnes âgées de 15 à 49 ans), on remarque les leurs d'une amélioration, cependant, un important hausse de prévalence en particulier dans les pays de l'Afrique australe. On peut déduire que ceci engendre une hausse du taux de mortalité infantile et maternelle, et une diminution dans la vie moyenne dans ces pays. Par ailleurs, depuis l'année 2000, on enregistre une diminution de 33% du taux de mortalité lié au paludisme, dont le plus grand nombre de décès est observé chez les enfants. D'autre part, 80% des décès du monde entier liés au paludisme sont enregistrés 14 pays dont la plupart sont des pays africains¹⁹. Le taux d'accès aux points d'eau améliorés (% de la population) dans l'ensemble de l'Afrique a augmenté de 58% en 1993 à 65% en 2009. Cependant, la situation se détériore dans certains pays à la suite d'une urbanisation rapide et l'augmentation de la population vivant dans des bidonvilles.

¹⁸ OMS, UNICEF, FNUAP, et la Banque Mondiale, Tendances de la mortalité maternelle : 1990 à 2010.

¹⁹ OMS, aide-mémoire No. 94 Paludisme (<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs094/en/index.html>)

Figure/Tableau3-4 Évolution du taux de prévalence du VIH/SIDA (pourcentage dans la population des personnes âgées de 15 à 49 ans)



Source : Elaboré à partir des Indicateurs de développement en Afrique

3-1-5. Environnement

Les émissions de dioxyde de carbone par habitant ont augmenté de 1,10 tonne (1993) à 1,18 tonne (2007) pour l'ensemble de l'Afrique, mais elles ont légèrement diminué dans l'Afrique subsaharienne. La part des émissions de dioxyde de carbone de l'ensemble de l'Afrique dans le monde est extrêmement faible (inférieure à 4%), et les combustibles fossiles qui sont une source importante de dioxyde de carbone ne concernent que quelques pays (Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Nigeria, Afrique du sud)²⁰.

3-1-6. Pauvreté

Le taux de pauvreté (pourcentage d'habitants qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour), pour l'Afrique subsaharienne n'a pas connu le niveau d'amélioration anticipé malgré la croissance économique depuis les années 90. Il est resté élevé, à 58% en 1990 et 59% en 1996, puis ces dernières années, il a commencé à montrer une tendance bassière²¹. L'incidence de l'écart de pauvreté, qui indique la profondeur de la pauvreté chez les personnes vivant avec moins de 1,25 dollar a diminué en Afrique subsaharienne²², mais elle demeure à un niveau supérieur à 20%. En ce qui concerne le coefficient de Gini (%), qui indique un écart du revenu intérieur, on remarque une

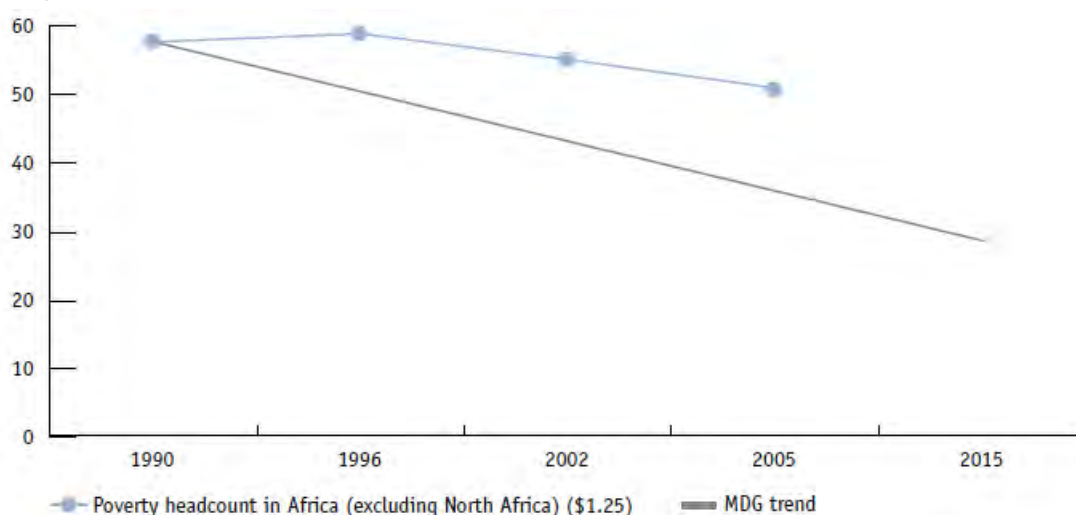
²⁰ BAD, CEA, et PNUD, Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 2011 (Rapport OMD 2011).

²¹ Ibid.

²² Ibid.

baisse dans l’Afrique australe, mais il demeure élevé dans les autres régions, et l’écart est grand²³. Le taux population en bidonvilles urbains diminue aussi bien en Afrique du Nord qu'en Afrique subsaharienne. Les pays dans lesquels la population en bidonvilles urbains est élevée correspondent généralement à ceux ayant connu un fort taux de croissance démographique, ce qui suggère que l’augmentation de la population et l’expansion des bidonvilles urbains évoluent simultanément.

Figure/Tableau3-5 Evolution du taux de la pauvreté en Afrique subsaharienne (%)



Source : UNCEA, la BAD, et le PNUD, Rapport des OMD 2011.

3-1-7. Autres

En 2007, le taux de pénétration de l’automobile était de 24,6 véhicules en Afrique subsaharienne. une large différence peut être observée dans le taux de pénétration de l’automobile entre les pays dont le revenu national par habitant dépasse 1.500 dollars et ceux avec un revenu national plus faible. Le nombre d’abonnements au téléphone cellulaire (pour 1.000 habitants) a grimpé en flèche depuis les années 1990 : pour l’ensemble de l’Afrique, il est passé de 1 (1995) à 443 (2009). On trouve d’une part des pays dont le nombre d’abonnements excède les 1.000, et d’autres où ce nombre est inférieur à 100 abonnements. On remarque une corrélation très étroite entre le score global des CPIA (Évaluations de la politique et des institutions nationales) dans 38 pays d’Afrique et le taux de croissance du PIB. Autrement dit, les pays avec de bonnes mesures politiques / structures tendent à afficher une croissance économique soutenue²⁴.

²³ BAD, “Grandes lignes pour la stratégie à long terme de la BAD”, “Note 5 “Inégalité des revenus en Afrique”, Mars 2012

²⁴ Banque mondiale, “CPIA Afrique –Évaluation des politiques et des institutions de l’Afrique”, Juin 2012.

3-2. Prévisions socioéconomiques pour l'Afrique dans les 20 prochaines années

Cette section présente la documentation existante se rapportant à l'évolution des indicateurs socioéconomiques en Afrique pour les 20 prochaines années.

La Fondation pour les études supérieures en développement international (FASID) a établie des prévisions jusqu'à 2030 pour 37 pays de l'Afrique subsaharienne en général, et pour 10 pays séparément (Kenya, Maurice, Namibie, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Botswana, Burkina Faso, Ethiopie, Gabon) sur les emplois et le PIB par secteur dans les domaines agricole et non agricoles²⁵. Les résultats de ces prévisions sont : 1. le PIB agricole par employé dans l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne augmentera de près de 1% annuellement. Toutefois, aucune augmentation ne peut être anticipée pour le PIB hors agriculture par employé, 2. les pays ayant la possibilité d'élargir des terrains agricoles connaîtront une augmentation accrue de leur PIB agricole par employé, 3. les pays avec un montant de capital important par employé connaîtront une augmentation accrue de leur PIB hors agriculture, 4. les pays dont le taux de croissance démographique est faible connaîtront une augmentation du PIB agricole et du PIB hors agriculture par employé.

Selon les prévisions effectuées par l'OCDE pour le PIB par habitant sur la base des groupes du monde « à quatre vitesses » jusqu'à 2030, parmi les pays appartenant à un même groupe en 2000, l'Afrique du Sud, le Botswana et la Tunisie feront partie des pays les plus « riches » d'Afrique en 2030. En revanche, les estimations indiquent le Tchad appartiendra au groupe des pays « en déclin ». Par ailleurs, l'Égypte, l'Algérie, et le Gabon connaîtront un niveau de développement juste derrière celui de l'Afrique du Sud, le Botswana, et la Tunisie.

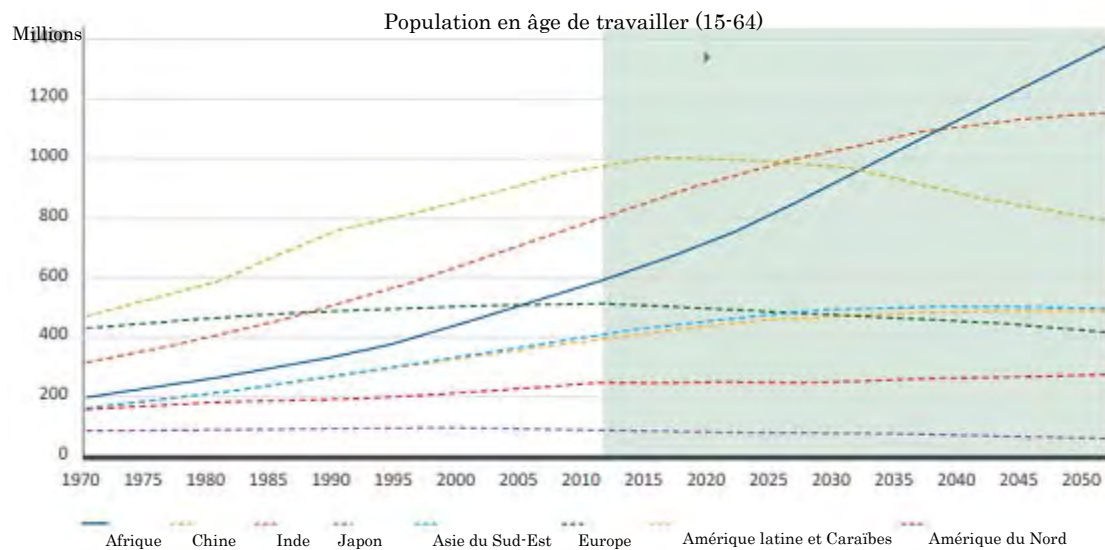
Tous les deux ans, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociale des Nations Unies publie les perspectives d'urbanisation dans le monde, une estimation à long terme des populations urbaines et rurales dans tous les pays du monde. Selon les données les plus récentes²⁶, la population de l'Afrique passera de 635,3 millions en 1990 à 2 milliards 191,6 millions en 2050, et le pourcentage de la population vivant dans les villes passera de 32% à 58%. Au cours de ce processus, la population africaine et la part de la population urbaine en 2030 atteindront respectivement 1 milliard 562 millions d'habitants et 48%, soit près de la moitié de la population totale. L'examen de l'état de la croissance démographique par région indique que l'Afrique australe avec le taux le plus faible augmentera en passant à 67% en 2030 et 74% en 2050.

²⁵ Takanobu Akiyama et Eriko Takahashi «Chapitre 1 : Vision économique de l'Afrique», Recherche de nouvelles aides au développement pour l'Afrique subsaharienne, thèse sur les stratégies de développement en Afrique. Recherche sur la mondialisation et le développement international, FASID, mars 2010.

²⁶Perspectives d'urbanisation dans le monde, la révision de 2011 (<http://esa.un.org/unup/index.html>)

D'après le compte-rendu de la Fondation Mo Ibrahim, l'Afrique sera la seule région du monde où la part de la population jeune (15 - 24 ans) continuera de croître jusqu'à la fin du 21ème siècle. Par conséquent, sa population jeune augmentera de 340 millions entre 2000 et 2100, et la part de la population jeune de l'Afrique dans le monde atteindra 31% en 2050, soit plus du quart de la population active du monde entier.

Figure/Tableau3-6 Estimation de l'augmentation de la population active (15-64 ans)



Source : la révision 2010 du World population prospects des Nations Unies

Source: Mo Ibrahim Foundation (2012).

4. L'aide des co-organismes de la TICAD au développement de l'Afrique (Afrique du Nord incluse) depuis 1993 : réalisations, tendances et résultats

Le présent chapitre présente une synthèse des mesures, réalisations, tendances et résultats du Japon et des co-organismes (Nations Unies, Banque mondiale) dans le processus de la TICAD. Pour les co-organismes, on parle des aides IDA et PNUD. De plus, une révision sur les tendances des bailleurs de fonds émergents (Chine, Corée du Sud, Inde), les ONG et les différentes associations a été effectuée.

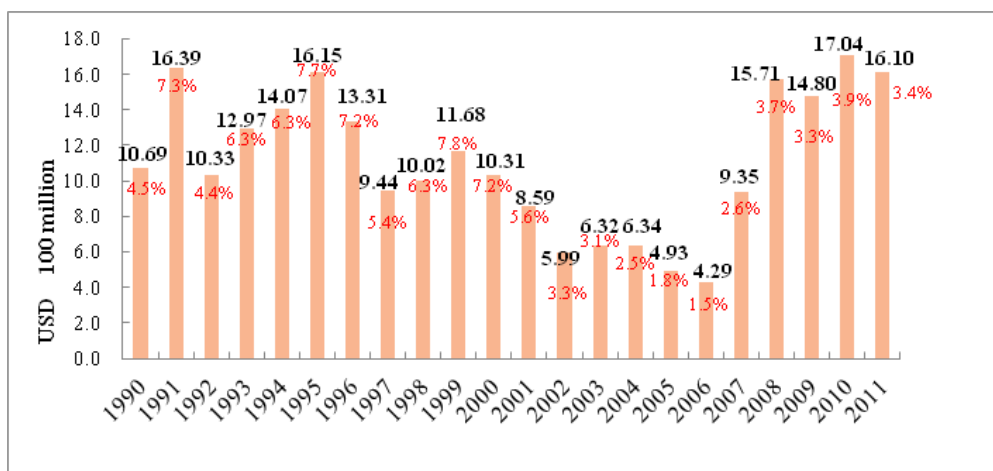
4-1. L'aide au développement apportée par le gouvernement japonais

Le Japon a promu cette aide conjointement avec les organisations coopérantes lors de chacune des conférences organisées à partir de 1993, de la TICAD I à la TICAD IV. Aux environs de 1993 en particulier, année de la première conférence de la TICAD, cette dernière a créé une occasion de réveiller l'intérêt de la communauté internationale pour le continent, à une époque où les bailleurs de fonds des pays développés ressentaient une certaine lassitude.

De plus, conformément au principe de base de la TICAD, le Japon a mis en œuvre les aides pour les pays d'Afrique dans les secteurs variés. Les résultats des aides mises en œuvre sont montrés dans les figures 4-1 et 4-2. Dans les années 1990 au cours desquelles la TICAD a débuté, les aides dans le secteur des bases économiques et de services et celui de la production (agriculture, sylviculture, pêche) avaient tendance à occuper les premières places tandis qu'à partir de la deuxième moitié des années 1990 jusqu'à la première moitié des 2000, le montant des aides dans le secteur des infrastructures et services sociaux (éducation, eau, santé) avec le courant des ODM s'est accru. Après l'année 2000, une tendance baissière des aides en faveur de l'Afrique est relevée, soit 5% de l'ensemble des APD. Cependant, dans la deuxième moitié des années 2000, elle a augmenté jusqu'au niveau des années 90 grâce au programme de doublement de l'Afrique, centrée sur l'appui aux infrastructures telles que les services économiques (transport, énergie).

Figure/Tableau 4-1 Évolution de l'aide japonaise à l'Afrique

(En haut : unité : 100 millions de dollars ; en bas : part de l'aide japonaise dans le total de l'aide à l'Afrique des pays du CAD)



Source : élaboré à partir du site OECD Stat Extracts

Figure/Tableau4-2 Aide japonaise à l'Afrique par secteur, évolution des totaux et de la ventilation (unité : millions de dollars ; sur la base des engagements)



Source : élaboré à partir du site OECD Stat Extracts

le Japon met en œuvre les engagements sûrs dans chacun des secteurs prioritaires de la TICAD à savoir : 1) infrastructures de grande étendue, 2) appuis à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, 3) promotion du commerce extérieur et de l'investissement, 4) développement des communautés rurales, 5) éducation et formation des ressources humaines, 6) santé et soins médicaux, 7) eau, 8) partenariat « Cool Earth » comme l'indique la figure 4-3 ci-dessous.

Figure/Tableau4-3 Actions et résultats des aides du Japon dans les secteurs prioritaires de la TICAD V

secteurs prioritaires	Résumé des principales actions
Large infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ● Entre la TICAD I et la TICAD III (de 1993 à janvier 2008), le Japon a mis en œuvre environ 5 milliards de dollars d'aide à l'infrastructure. Ayant lancé son initiative de soutien intégré au développement du secteur privé en Afrique « EPSA pour l'Afrique » (<i>Enhanced Private Sector Assistance for Africa</i>), il s'est engagé à prêter 1 milliard de dollars entre 2005 et 2010, et a atteint ses objectifs²⁷. ● le Japon a aidé l'aménagement d'infrastructure en centrant son appui sur la facilitation des procédures de douane par des postes frontières à arrêt unique (<i>One Stop Border Post</i>), sur la base du Plan d'action à court terme STAP (<i>Short Term Action Plan</i>) du NEPAD portant sur l'infrastructure. Il a mis en œuvre avec constance des aides financières non remboursables et des coopérations techniques pour appuyer l'aménagement des réseaux routiers régionaux ou la facilitation des procédures de douane (postes frontières à arrêt unique) en 14 endroits, ou pour mettre en place des lignes de transport dans le cadre de l'aménagement d'infrastructure électrique. Ceci sans compter la conduite active d'études pour l'identification et l'exécution de nouveaux projets²⁸.
Aides agricoles et alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> ● En vue d'une « Révolution verte » en Afrique, le Japon a tout d'abord développé le riz NERICA²⁹ (<i>New Rice for Africa</i>), une nouvelle variété hybride combinant le riz d'Afrique de l'ouest résistant aux maladies et à la sécheresse et le riz asiatique à haut rendement. En tant qu'événement annexe à la TICAD IV, le Japon a également annoncé la Coalition pour le développement du riz africain (<i>Coalition for African Rice Development : CARD</i>), une initiative destinée à doubler en 10 ans la production de riz sur le continent. Il consacre des efforts à soutenir le développement agricole en promouvant la riziculture dans les régions africaines. ● Le Japon a par ailleurs développé l'Initiative des villages africains (<i>African Village Initiative : AVI</i>) basée sur le principe de la « garantie de la sécurité humaine ». Il soutient ainsi le développement agricole et vise à stimuler l'autonomie des communautés locales à travers la combinaison de différents programmes : aménagement d'infrastructure (construction d'écoles dans les communautés rurales, installation de puits et d'eau courante dans l'enceinte des écoles), développement des capacités de la population, modèles de repas scolaire gratuits. Le Japon a également appuyé le « Village africain du millénaire » (<i>African Millenium Village : AMV</i>) pour soutenir le renforcement des capacités dans les zones rurales pauvres en Afrique.
Promotion du commerce et de l'investissement	<ul style="list-style-type: none"> ● Ainsi qu'indiqué en détail au chapitre 5, le Japon a mis en œuvre son « Initiative pour le développement », un appui d'ensemble qui inclut notamment l'organisation de la Conférence Asie-Afrique de la TICAD pour le Commerce et l'Investissement (AATIC), destinée à débattre des politiques de promotion du commerce et de l'investissement entre l'Asie et l'Afrique,

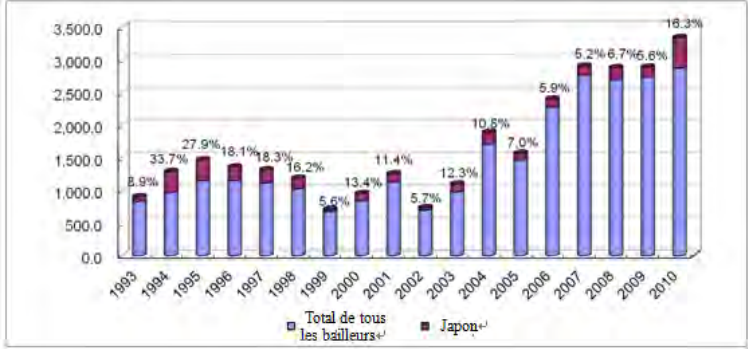
²⁷ Communiqué de presse du 22 mai 2012, Ministère des Affaires étrangères
http://www.mofa.go.jp/mofaj/press/release/24/5/0522_02.html

²⁸ « La politique de coopération du Japon envers l'Afrique », Ministère des Affaires étrangères, 2008
http://www.mofa.go.jp/mofaj/area/africa/pdfs/k_seisaku05.pdf

²⁹ Le riz NERICA a été développé en Afrique de l'Ouest grâce au soutien commun du Japon, du PNUD, de la Banque africaine de développement (BAD), de l'USAID, de la FAO et de la Fondation Rockefeller. Riche en protéines et résistant aux adventices et aux insectes, sa période de culture est plus courte que celle des variétés conventionnelles (récolte possible en 90 jours contre 140 jours de culture pour le riz conventionnel)

secteurs prioritaires	Résumé des principales actions
	<p>l'organisation du Forum d'Affaires Asie-Afrique (AABF), l'aménagement d'infrastructure et le développement de capacités à chaque étape – production ,vente, achat –, ainsi que la défiscalisation et la déréglementation de principe de l'accès aux marchés. Le Japon a également promu les activités de Kaizen (amélioration) et le mouvement « Un village, un produit », dont il est l'initiateur. (Détails dans le Chapitre 5)</p>
Développement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ● Introduire le mouvement « Un village, un produit » à travers des coopérations techniques pour le développement communautaire et industriel en exploitant les ressources naturelles de chaque région (en cours ou à l'examen de la possibilité d'exécuter le mouvement « Un village, un produit » au Malawi, Ghana, Sénégal, Ethiopie, Kenya, Mozambique, Zambie, Nigéria, Afrique du Sud, Madagascar, Ouganda, Tanzanie, Tunisie) ● Exécution de l'AMV ci-dessous dans 12 pays.
Enseignement et formation des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ● Le Japon avait déclaré parmi ses engagements de la TICAD IV qu'il appuierait la construction de 1 000 écoles et collèges (5 500 salles de classe) et le renforcement des capacités de 10 000 enseignants de mathématiques et de sciences. Aujourd'hui, des résultats existent : par exemple, en octobre 2009, des projets de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences avaient été déployés dans 10 pays africains, et 33 pays partageaient leurs connaissances dans ce domaine en participant au réseau SMASE-WECSA (<i>Strengthening of Mathematics and Science Education in Western, Eastern, Central and Southern Africa</i>), un réseau d'Afrique sub-saharienne fondé principalement sur le Projet d'enseignement des mathématiques et des sciences au Kenya. L'amélioration des capacités d'administration de 10 000 écoles par la participation de la population locale (modèle « École pour tous ») est un autre exemple de ces réalisations.
Santé et soins médicaux	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour l'atteinte des OMD, le Japon a annoncé l'« Initiative pour la santé et développement » et le « Plan d'action contre les maladies infectieuses en Afrique ». Il a ainsi mis en œuvre la distribution de moustiquaires afin de réduire le paludisme (la participation aux « actions à gain rapide » ou <i>Quick Win Actions</i> a permis de fournir jusqu'en 2007 près de 10 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée), et a contribué au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Le Japon a également appuyé les mesures de lutte contre la grippe aviaire et a fondé le Prix Hideyo Noguchi pour l'Afrique. Des actions sont aussi en cours par l'intermédiaire de programmes de santé maternelle et infantile, du planning familial, de l'offre d'informations, de l'autonomisation des femmes et des mesures contre les maladies infectieuses telles que l'infection au VIH/SIDA. ● En particulier, l'aide de la JICA à la région Afrique dans le domaine de la santé est concentrée sur 2 points positionnés comme sous-secteurs prioritaires : la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses. La JICA mentionne à ce sujet les trois éléments de son appui à la création de mécanismes, à savoir le renforcement des capacités administratives dans le domaine de la santé ; le renforcement fonctionnel des bases de santé et de soins médicaux pour une meilleure qualité de leurs services, et le renforcement du système de coopération entre ces bases ; et enfin le renforcement des personnels de santé et médicaux³⁰.

³⁰ « Aide de la JICA dans le domaine de la santé – Aujourd'hui et Demain » JICA (2010) pp.5-8
<http://www.jica.go.jp/activities/issues/health/pdf/positionpaper.pdf>

secteurs prioritaires	Résumé des principales actions																																																									
Eau	<ul style="list-style-type: none"> ● Comme l'indique le graphique ci-dessous, Les réalisations de l'aide japonaise dans les domaines de l'eau et de l'hygiène occupent une part importante de l'aide à l'Afrique. En 1993-2010, l'APD japonaise comptait pour environ 40% du total de l'APD mise en œuvre dans ce domaine. Le Japon contribue énormément dans la facilitation d'accès à une eau saine dans différentes régions de l'Afrique. <p style="text-align: center;">Figure/Tableau 4-4 Pourcentage du montants de l'APD du Japon dans les secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène (1992-2010, basé sur les engagements, Unité : un million, %</p>  <table border="1" data-bbox="592 701 1342 1048"> <caption>Data for Figure/Tableau 4-4</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Total de tous les bailleurs (%)</th> <th>Japon (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>1993</td><td>8.9%</td><td>33.7%</td></tr> <tr><td>1994</td><td>33.7%</td><td>27.9%</td></tr> <tr><td>1995</td><td>27.9%</td><td>18.1%</td></tr> <tr><td>1996</td><td>18.1%</td><td>18.3%</td></tr> <tr><td>1997</td><td>18.3%</td><td>16.2%</td></tr> <tr><td>1998</td><td>16.2%</td><td>5.6%</td></tr> <tr><td>1999</td><td>5.6%</td><td>13.4%</td></tr> <tr><td>2000</td><td>13.4%</td><td>11.4%</td></tr> <tr><td>2001</td><td>11.4%</td><td>5.7%</td></tr> <tr><td>2002</td><td>5.7%</td><td>12.3%</td></tr> <tr><td>2003</td><td>12.3%</td><td>10.6%</td></tr> <tr><td>2004</td><td>10.6%</td><td>7.0%</td></tr> <tr><td>2005</td><td>7.0%</td><td>5.9%</td></tr> <tr><td>2006</td><td>5.9%</td><td>5.2%</td></tr> <tr><td>2007</td><td>5.2%</td><td>6.7%</td></tr> <tr><td>2008</td><td>6.7%</td><td>6.6%</td></tr> <tr><td>2009</td><td>6.6%</td><td>18.3%</td></tr> <tr><td>2010</td><td>18.3%</td><td>6.6%</td></tr> </tbody> </table> <p>Source : Elaboré à partir de la base de données de l'OECD/CAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'année 2006 a vu le démarrage du <i>Partenariat Étendu de l'Eau et de l'Hygiène (Water and Sanitation Broad Partnership Initiative : WASABI)</i>. Une aide compréhensive mettant à profit les connaissances, l'expérience et les technologies japonaises est ainsi apportée dans ce secteur. L'appui est donné en gardant à l'esprit les besoins de chaque pays et leurs efforts autonomes en adaptation avec leur stade de développement. 	Année	Total de tous les bailleurs (%)	Japon (%)	1993	8.9%	33.7%	1994	33.7%	27.9%	1995	27.9%	18.1%	1996	18.1%	18.3%	1997	18.3%	16.2%	1998	16.2%	5.6%	1999	5.6%	13.4%	2000	13.4%	11.4%	2001	11.4%	5.7%	2002	5.7%	12.3%	2003	12.3%	10.6%	2004	10.6%	7.0%	2005	7.0%	5.9%	2006	5.9%	5.2%	2007	5.2%	6.7%	2008	6.7%	6.6%	2009	6.6%	18.3%	2010	18.3%	6.6%
Année	Total de tous les bailleurs (%)	Japon (%)																																																								
1993	8.9%	33.7%																																																								
1994	33.7%	27.9%																																																								
1995	27.9%	18.1%																																																								
1996	18.1%	18.3%																																																								
1997	18.3%	16.2%																																																								
1998	16.2%	5.6%																																																								
1999	5.6%	13.4%																																																								
2000	13.4%	11.4%																																																								
2001	11.4%	5.7%																																																								
2002	5.7%	12.3%																																																								
2003	12.3%	10.6%																																																								
2004	10.6%	7.0%																																																								
2005	7.0%	5.9%																																																								
2006	5.9%	5.2%																																																								
2007	5.2%	6.7%																																																								
2008	6.7%	6.6%																																																								
2009	6.6%	18.3%																																																								
2010	18.3%	6.6%																																																								
Partenariat « Cool Earth »	<ul style="list-style-type: none"> ● Un mécanisme de financement pour le monde dont le cumul de 5 ans était de dix milliards, démarré par les pays en voie de développement visant à contribuer à la réduction des émissions, la croissance économique et la stabilisation du climat. (Il existe 36 pays partenaires « Cool Earth » en Afrique) ● Le Japon contribue également dans la réalisation du « Cadre conjoint Japon-PNUD' pour l'établissement d'un partenariat relatif à l'adaptation au changement climatique en Afrique ». 																																																									

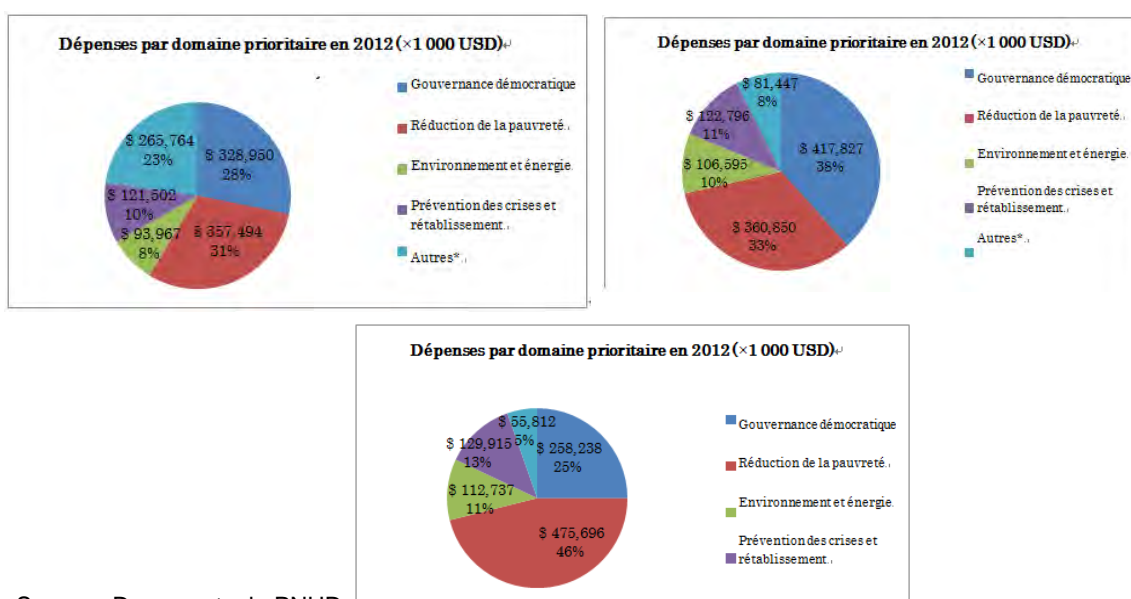
En ce qui concerne les aides apportées aux pays d'Afrique par les ONG japonaises, de nombreuses ONG ont été créées après les années 1990 en répondant à l'augmentation d'intérêt vis-à-vis de la coopération internationale au Japon et les aides pour les pays africains sont à la hausse par lesdites ONG. Bien que la majorité des aides soient toujours destinées aux pays asiatiques à l'heure actuelle, 25% des aides ont été accordées aux pays d'Afrique en 2011 de manière que les ONG déploient les activités de formation des ressources humaines, de soutiens des moyens de subsistance, de secours, des appuis aux développements communautaires, etc.

4-2. Aide au développement par les co-organisateur (PNUD, Banque Mondiale) ainsi que l'aide par les autres parties prenantes

Jouant le rôle de coordinateur même pour le Groupe de Développement des Nations Unies (UNDG), le PNUD coopère invariablement avec le processus de la TICAD en tant que co-organisateur depuis la TICAD I. Centrée sur l'humain par le renforcement du secteur privé, l'élargissement de la protection sociale, la création d'emploi pour les catégories pauvres et le renforcement de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, le PNUD met en œuvre des aides pour la prévention des conflits, la consolidation de la paix ainsi que le rétablissement à long terme afin de construire des pays forts. En outre, il déploie des activités d'appui à la reconstruction à travers la réduction des dégâts humains et matériels en contrôlant l'impact des désastres naturels et ceux liés au changement climatique. Enfin, le PNUD vise un développement durable par une aide au processus de développement à moindre émissions, en exploitant les ressources naturelles de l'Afrique dans les domaines de l'économie, de la société et de l'environnement.

Actuellement, les efforts du PNUD basés sur les 4 piliers qu'il place au premier plan – (1) Réduction de la pauvreté et OMD, (2) Gouvernance démocratique, (3) Environnement et énergie et (4) Prévention des conflits et relèvement, et le programme se focalise sur le renforcement des capacités à travers l'évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les tendances de la période 2010-2012 montrent que deux domaines prioritaires (réduction de la pauvreté, gouvernance démocratique) occupent 60 à 70% de l'ensemble des dépenses.

Figure/Tableau4-5 Montant des dépenses du PNUD par domaine



Source : Documents du PNUD

En matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, domaines soulignés par la TICAD, le PNUD a fondé un Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud (SU/SSC) et engagé des actions. Ce Groupe a été établi au PNUD en 1978, sur la base d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, avec l'objectif de promouvoir, de coordonner et de soutenir au niveau mondial la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement, dans le cadre du système des Nations Unies. En tant que co-organisateur de la TICAD, le PNUD contribue largement dans le processus de la TICAD par la détermination, la concrétisation et la mise en œuvre des plans d'action de la TICAD ainsi que le suivi de l'avancement de l'harmonisation de la communauté internationale pour l'atteinte des objectifs de la TICAD. En outre, il apporte des appuis durant les activités préparatoires au niveau du contenu et de la gestion de chaque conférence à plusieurs niveaux (par exemple, niveau administratif, niveau ministériel) et il met en œuvre des activités de plaidoyer au Japon et à la communauté internationale

La Banque mondiale participe au processus de la TICAD à partir de la réunion au niveau ministériel de 2001. L'Afrique est placée par la Banque mondiale comme la zone la plus prioritaire pour le développement. La Banque mondiale est le plus grand organisme qui octroie l'aide au développement pour la région d'Afrique. Le partage des connaissances (knowledge sharing), la recherche et l'analyse (research and analysis) ainsi que le conseil politique (policy advice) sont les facteurs principaux de l'aide à l'Afrique de l'Association Internationale de Développement (IDA : International Development Association). Le Plan d'Action de l'Afrique, élaboré en 2005 met l'accent sur « le partage élargi de la croissance » et précise les 8 secteurs essentiels et prioritaires suivants : 1) Renforcement du secteur privé de l'Afrique, 2) Agrandissement du renforcement de la capacité économique pour les femmes, 3) Formation de la capacité pour élever la compétitivité face à l'économie globale, 4) Amélioration de la productivité agricole, 5) Amélioration de l'accès à et la fiabilité de l'énergie propre, 6) Élargissement et aménagement de réseaux routiers et de corridors de trafic, 7) Élargissement de l'accès à l'assainissement et 8) Renforcement du système de la santé de tout le pays et Prévention et soins du paludisme et du VIH/SIDA. La stratégie d'assistance à l'Afrique annoncée en mars 2011 par la Banque mondiale a énuméré (1) la compétitivité et l'emploi, (2) la vulnérabilité et la résilience, et (3) la gouvernance et la capacité du secteur public, comme secteurs prioritaires pour lancer sa vision et sa stratégie d'assistance pour les 10 prochaines années. Elle s'affirme ainsi comme acteur énergétique de l'assistance à la croissance, celle-ci comprenant le développement des infrastructures et le développement du secteur privé.

Si on examine les aides de l'IDA pour l'Afrique du point de vue du montant d'aides, celui dépensé dans le secteur des bases économiques et de services s'élève le plus dans ces dernières années, on remarque que l'IDA s'efforce activement de soutenir la croissance y compris l'exploitation des infrastructures et le développement du secteur privé.

Figure/Tableau4-6 Aide japonaise à l'Afrique par secteur, évolution des totaux et de la ventilation (unité : millions de dollars ; sur la base des engagements)



Source : élaboré à partir des données du CAD (CSR)

L'aide à l'Afrique par la Chine, la République de Corée et l'Inde n'est pas exercée à travers le processus de la TICAD, pourtant la TICAD étant un forum ouvert aux autres bailleurs de fonds et organisations, à titre de référence, les interventions respectives de ces pays.

L'aide à l'Afrique occupe une place importante dans l'aide extérieure de la Chine. Il est signalé comme toile de fonds qu'elle envisage à obtenir les ressources de l'Afrique et que l'Afrique est attirante en tant que marché. La Chine s'efforce de renforcer la relation avec l'Afrique tout en associant le gouvernement et le secteur privé.

La Corée du Sud s'est adhéree, en janvier 2010, au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. La Corée du Sud place l'aide publique au développement (APD) en tant que stratégie de base nationale. Elle s'oriente sur la mise en valeur de l'APD comme un outil principal de pouvoir de convaincre.

L'Inde a récemment établi la relation avec le comité économique pour l'Afrique (Economic Commission for Africa : ECA) des Nations Unies ainsi que l'Union Africaine (UA) à travers le Programme indien de la coopération technique et économique (Indian Technical and Economic Cooperation Programme : ITEC).

Les organisations non gouvernementales (ONG) internationales et les fondations apportent une assistance étroite sur place en Afrique, en tant qu'organisation de la coopération internationale. Le volume de leur fonds varie, pourtant il y a des organisations qui ont la capacité financière d'assurer une aide équivalente au don de la JICA. Ainsi une grande somme est investie pour aider l'Afrique par les ONG et les fondations. Les principales ONG relevées dans la présente étude sont : Bill-et-Melinda-Gates, CARE International, Oxfam International, World Vision, qui visent plus souvent le secteur de la santé et de l'assainissement couvrant la lutte contre le VIH/SIDA

Il laisse espérer que la TICAD, forum de développement international, sera davantage un lieu de promotion pour nouer un partenariat plus mondial que jamais surtout en cette ère où de divers acteurs participent activement aux appuis approfondis pour les pays d'Afrique.

5. Commerce et investissements privés en Afrique (y compris l'Afrique du Nord) depuis 1993 : réalisations, orientations et résultats

Le chapitre 5 aborde les initiatives d'aide au commerce et aux investissements privés, lesquelles sont relativement nouvelles dans le processus de la TICAD ; l'analyse porte sur les secteurs liés aux 17 politiques d'aide définies dans le « Plan d'action de Yokohama » de la TICAD IV 2008 comme dispositifs de promotion et d'expansion du commerce pour les cinq années à venir (2008 à 2012).

Les initiatives en matière de mesures d'aide au commerce et aux investissements privés sont ici définies au sens large : financement des exportations, financement des importations, investissements, garantie, assurance-commerce et autres formes d'aide financière, ainsi que la tenue d'expositions et de séminaires, l'aide à l'offre d'informations sous forme imprimée ou sur site Web, les services de consultation pour l'implantation locale, l'envoi de missions commerciales, etc.

La section 5-1 positionne l'aide au commerce et aux investissements pour l'Afrique dans le processus de la TICAD en présentant son évolution. La section 5-2 présente les politiques du Japon en matière d'aide au commerce et aux investissements pour l'Afrique et la section 5-3, toujours à propos des réalisations et l'orientation des Nations unies et du Groupe de la Banque mondiale. À la section 5-4 nous mettons de côté cette analyse du processus de la TICAD et nous positionnons les pays d'Afrique dans l'évolution du commerce international dans le monde.

5-1. Positionnement de l'aide au commerce et aux investissements privés dans le processus de la TICAD

Avec pour point d'origine l'attention portée à l'importance du développement économique par l'activité du secteur privé, dans la « Déclaration de Tokyo » de la TICAD I (1993), l'aide au commerce et aux investissements privés pour l'Afrique dans le processus de la TICAD commence avec l'annonce, dans le « Plan d'action de Tokyo » de la TICAD II (1998), du « développement économique » parmi les secteurs cibles de l'aide. Les initiatives commencèrent par la proposition d'organiser un « Forum Asie-Afrique sur les affaires ». Si la « Déclaration du dixième anniversaire de la TICAD » à l'occasion de la TICAD III (2003) introduisit le concept du développement combiné à la promotion du commerce et des investissements (en faisant de « l'aide par la croissance économique » un des trois piliers du développement africain), c'est à la TICAD IV de 2008 que le commerce et les investissements ont été positionnés comme mesures concrètes d'aide à l'Afrique.

À la TICAD IV, des mesures concrètes d'aide à l'Afrique ont été résumées dans le « Plan d'action de Yokohama », qui comprenait des dispositifs pour les cinq années à venir : (1) promotion/expansion du commerce, (2) encouragement des investissements étrangers, (3) aide au développement du secteur privé et (4) promotion du tourisme ; ces quatre dispositifs du Plan d'action comprennent en tout 17

éléments. Le commerce et les investissements figurent aussi parmi les secteurs importants de la TICAD V.

Figure/Tableau 5-1 Évolution de l'aide au commerce et aux investissements privés dans la TICAD

Année	Processus de la TICAD	Tendances relatives au commerce et aux investissements privés
1993	TICAD I	Indication explicite du « développement économique par le secteur privé »
1998	« Plan d'action de Tokyo », TICAD II	Indication explicite de « l'aide au secteur privé » pour le développement économique
2003	« Déclaration du dixième anniversaire de la TICAD », TICAD III	Indication explicite de la promotion de l'aide au commerce et aux investissements dans un secteur important du développement, la « réduction de la pauvreté par la croissance économique »
2004	Conférence de la TICAD sur le Commerce et l'Investissement Asie-Afrique (AATIC)	Les « Propositions du Japon pour la promotion du commerce et des investissements entre l'Asie et l'Afrique » comprennent quatre concepts pour la formation de l'industrie africaine (politiques adéquates, développement de produits, formation des PME et contribution sociale des entreprises privées)
		Comme « Cadre commun TICAD-NEPAD pour la promotion du commerce et des investissements Asie-Afrique », renforcement du dialogue et des canaux de coopération public-privé pour promouvoir le commerce et les investissements entre l'Asie et l'Afrique
2008	« Plan d'action de Yokohama », TICAD IV	Stipulation du thème « commerce - investissements - tourisme » dans l'un des cinq piliers du Plan d'action qu'est l'accélération de la croissance. Proposition d'une politique de renforcement des initiatives ci-dessous. <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Promotion et expansion du commerce</u> 2. <u>Encouragement des investissements étrangers</u> 3. <u>Aide au développement du secteur privé</u> 4. <u>Promotion du tourisme</u>
2013	TICAD V (prévisions)	Les trois piliers de l'aide à l'Afrique « Contribution à la paix et à la sécurité » « Aide au développement et expansion du commerce et des investissements » « Réponse aux défis mondiaux »

Source : élaboré par Mitsubishi UFJ Research and Consulting Co., Ltd., à partir des rapports de suivi annuels de la TICAD IV, Ministère des Affaires extérieures³¹

³¹ <http://www.mofa.go.jp/mofaj/area/ticad/report/index.html>

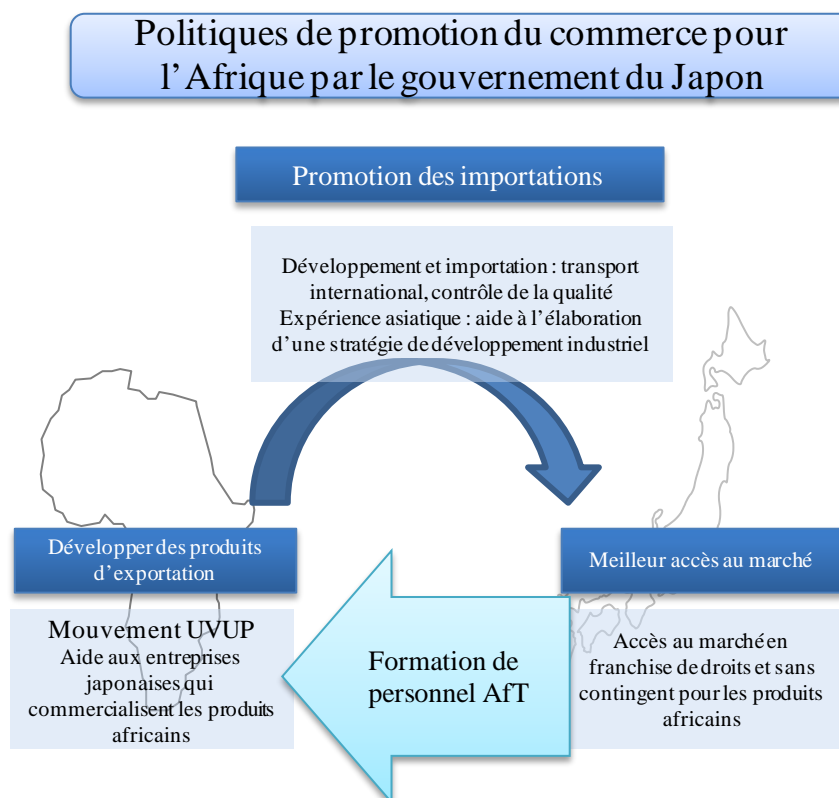
5-2. Résumé de l'aide du gouvernement du Japon au commerce et aux investissements privés

C'est à partir de l'année 2004 que le gouvernement du Japon a concrètement commencé à fournir de l'aide au commerce et aux investissements privés pour l'Afrique, donc à partir de l'AATIC (Asia-Africa Trade and Investment) de la TICAD 2004, dix ans après la TICAD I de 1993. Le gouvernement du Japon a présenté les « Propositions du Japon pour la promotion du commerce et des investissements entre l'Asie et l'Afrique » formées de quatre concepts liés au développement du commerce et des investissements pour l'Afrique sur la base de l'expérience asiatique, à savoir : « des politiques adéquates », « le développement de produits », « la formation des PME » et « la contribution sociale des entreprises privées »³², un sujet de base abordé par la TICAD IV.

Le « Plan d'action de Yokohama » de 2008 comprend 17 éléments concrets de mesures d'aide au commerce et aux investissements privés pour l'Afrique ; quant au gouvernement du Japon, il applique des mesures d'aide pour 15 de ces éléments, ce qui justifie la particularité du Japon de faire usage de son expérience, comme en font foi les exemples suivants : l'aide à l'élaboration d'une stratégie industrielle mettant à profit l'expérience asiatique, les projets Kaizen en tant que mesure d'aide au développement des produits d'exportation des PME africaines, le Dialogue sur les politiques industrielles, et l'application du mouvement « Un Village, Un Produit » (inspiré de la réussite d'un projet de revitalisation locale réalisé dans la préfecture d'Ōita au Japon). Le mouvement « Un Village, Un Produit », en Afrique, consiste à développer des produits tels que le beurre de karité et le thé pu-erh, tout en soutenant la mise en place d'un « cadre de développement et d'importation » pour le transport international et l'orientation en matière de contrôle de la qualité en vue de l'importation au Japon, ce qui favorise l'autonomie des régions rurales. La vente de ces produits africains au Japon se trouve ainsi encouragée par l'aide du gouvernement du Japon.

³² Dans un document intitulé « Cadre commun TICAD-NEPAD pour la promotion du commerce et des investissements Asie-Afrique », l'AATIC présente aussi le renforcement du dialogue et des canaux de coopération pour promouvoir le commerce et les investissements entre l'Asie et l'Afrique.

Figure/Tableau5-2 L'aide du gouvernement japonais au commerce et aux investissements



Source: élaboré par Mitsubishi UFJ Research and Consulting, Co., Ltd.

En ce qui concerne les investissements, le Japon a effectué de nombreuses formations dans le but de promouvoir le travail et transférer les technologies à travers le développement des ressources humaines, le développement des capacités des PME des régions de l'Afrique et l'appui aux affaires BOP. Par ailleurs, afin de soutenir les investissements en Afrique des entreprises japonaises, le gouvernement a procédé à des garanties de commerce, des investissements et des missions d'affaires pour ces entreprises.

5-3. Réalisations et évolution des mesures d'aide des Nations unies et du Groupe de la Banque mondiale en matière de commerce et d'investissements privés pour l'Afrique

Parmi les 17 éléments du « Plan d'action de Yokohama » de 2008, les co-organisateur de la TICAD que sont les Nations unies et le Groupe de la Banque mondiale ont appliqué des mesures d'aide axées sur l'expansion de la promotion du commerce, l'encouragement des investissements étrangers et le développement du secteur privé. Dans la présente étude nous ne résumons que les principales

initiatives (résultats et évolution) des co-organisateur de la TICAD au sein des Nations unies que sont l'OSAA (Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique) et le PNUD³³, ainsi que du Groupe de la Banque mondiale ³⁴, à savoir : mesures d'aide au financement (financement des exportations, financement des importations, financement, garanties, assurances commerce, etc.), tenue d'expositions et de séminaires, aide à l'offre d'informations sous forme imprimée ou sur l'Internet, services de consultation pour l'aide à l'implantation locale, envoi de missions d'affaires, etc.

Parmi les encouragements du PNUD, on peut citer le programme d'exploitation de l'énergie solaire avec les sociétés japonaises, qui a pour but l'appui de la production agricole rurale et les systèmes d'irrigation à travers le GSB, ainsi que le développement rural attaquant le genre à travers le Fonds WID Japon (Women In Development).

Le Groupe de la Banque Mondiale présente plusieurs aides dans le domaine du commerce et de l'investissement, à savoir la hausse des budgets des programmes de commerce et financement de la SFI, l'annonce du soutien d'adhésion à l'ATIA (Agence pour l'assurance du commerce en Afrique) et la contribution à l'expansion de l'aide aux conseils présidentiels pour l'investissement des pays africains, à l'expansion des programmes pour micro-, petites et moyennes entreprises. Concernant l'aide au développement du secteur privé, le Groupe fait avancer le transfert des connaissances relatives en matière de climat des affaires (ceci comprenant les zones franches de transformation pour l'exportation, la formation ouvrière/technique). Par ailleurs, en plus des aides apportées pour les pays travaillant à l'amélioration du climat d'investissement, le Groupe élabore le rapport « Doing Business » qui présente aux investisseurs différentes informations sur l'environnement de l'investissement en Afrique.

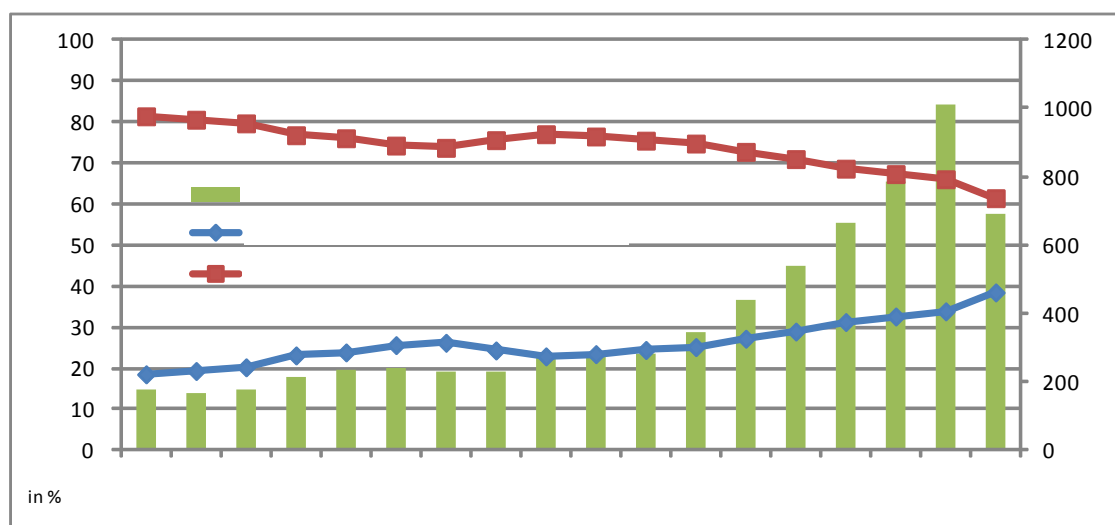
5-4. Réalisations et évolution du commerce et des investissements privés pour l'Afrique (monde entier)

Depuis 1993, l'activité commerciale entre les pays du monde et l'Afrique est en augmentation, surtout la part des pays émergents tels que la Chine et l'Inde. En revanche, la part de l'Europe qui était le principal pays « traditionnel » dans le commerce de l'Afrique est tendance baissière.

³³ <http://www.undp.or.jp/ticad/organizers-partners.html>

³⁴ Le système des Nations unies est composé de six organes principaux, d'organisations auxiliaires et d'organisations internationales en relation avec les Nations unies. Le Groupe de la Banque mondiale comprend aussi des organes spécialisés. Toutefois, nous ne discuterons ici que des initiatives du PNUD, co-organisateur de la TICAD.

Figure/Tableau5-3 Évolution du volume commercial des pays d'Afrique (1992-2009)



Source : élaboré par Mitsubishi UFJ Research and Consulting, Co., Ltd., à partir de Perspectives Économiques en Afrique 2011, OCDE (2011)

Axe gauche : Part des partenaires traditionnels et des nouveaux partenaires dans le commerce africain (en %)

Le montant total des investissements étrangers directs en Afrique subsaharienne par les pays du monde a connu une hausse très rapide à partir de 2003, et il dépasse le montant de l'aide depuis 2006. Les investissements dans le secteur des ressources naturelles africaines deviennent plus actifs suite à la hausse de leur prix. La progression des puissances montantes est aussi marquante en matière de commerce dans l'Afrique. Dans ce contexte, les investissements japonais demeurent toujours concentrés en Asie. Le pourcentage d'investissements des sociétés japonaises dans l'Afrique ne dépasse même pas de 1%, et ces investissements concentrent souvent sur l'Afrique du Sud.

Le thème du commerce et des investissements figure parmi les éléments d'une « économie forte et durable » de la TICAD V, tout comme l'aménagement d'infrastructures et le développement agricole au moyen des fonds privés, la formation de conditions d'investissement permettant la commercialisation, et l'importance à accorder à la collaboration des secteurs public et privé. On peut espérer de la TICAD V qu'elle comprendra des initiatives publiques-privées favorisant une croissance économique menée par le secteur privé, en vue de la réalisation d'une « économie forte et durable ».

6. Vue d'ensemble de la TICAD et recommandations pour les prochaines étapes

La vue d'ensemble et les recommandations mentionnées ci-dessous ont été élaborées par la JICA et l'équipe du consultant sur la base des résultats des analyses du processus de la TICAD et des résultats de l'aide en Afrique, des interviews des personnes compétentes et des ateliers de travail de la société civile, dans le but de fournir un document de référence aux co-organisateur de la TICAD.

6-1. Vue d'ensemble de l'historique de la TICAD

6-1-1. Rôle de la TICAD en tant que forum international de développement

- Création d'un nouveau concept du développement en Afrique après la guerre froide
 - Depuis 1993, la TICAD effectue conjointement avec les pays africains, les co-organisateur tels les Nations Unies et la Banque Mondiale un processus d'élaboration d'agenda, de consultation et de suivi très transparent, met en valeur l'appropriation des pays africains ainsi que leur partenariat avec les partenaires au développement, ce qui lui permet de prendre l'avantage au niveau du concept de l'aide actuelle.
 - Elle a grandement contribué à promouvoir la prise en considération du secteur concerné dans la communauté internationale de développement en incorporant les idéales du développement humain et de la sécurité humaine avancées par M. Amartya Sen, Mme. Sadako Ogata, et par le PNUD.
 - Avant la TICAD, l'aide se présentait souvent sous forme de relation historique entre anciennes colonies et anciens pays colonisateurs, ou dans le cadre du régime de la guerre froide. La TICAD part d'un concept purement japonais qui consistait à faire usage de l'expérience du développement asiatique en Afrique sans avoir un pouvoir de colonisateur dans la région. La TICAD a créé un modèle de coopération qui fait usage de l'expérience du développement asiatique en Afrique.

6-1-2. Rôle de la TICAD dans la relation bilatérale entre le Japon et l'Afrique

- TICAD en tant que processus de croissance du Japon en tant que pays donateur
 - Après la guerre, le Japon a donné plus d'importance à l'APD dans le domaine du développement économique sur la base de son expérience au développement de l'Asie à travers l'établissement des capacités administratives, ayant comme cible les pays de l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est qui adoptaient comme vision la croissance économique.
 - Par contre, le Japon s'est rendu compte à travers la réflexion sur le développement de l'Afrique dans le cadre de la TICAD de la nécessité d'une aide au niveau de différents secteurs, ce qui lui a permis d'élargir son champs de visibilité vers une aide globale au

développement de l'Afrique incluant la résolution des conflits, le soutien des réfugiés et d'autres secteurs. Différents organismes internationaux à savoir le PNUD, l'UNOSCAL/UNOSAA, le GCA et la Banque Mondiale ont grandement contribué au développement du processus de la TICAD.

6-2. Recommandations pour les prochaines étapes

6-2-1. Concept de la TICAD en tant que forum international de développement

- Renforcement de l'appropriation du développement de l'Afrique
 - Chaque pays africain commence à travers le processus de la TICAD à prendre l'initiative et à considérer son développement. Il est important que la TICAD continue à démontrer que le Japon peut continuer à porter contribution pour soutenir l'appropriation du développement de l'Afrique.
 - En plus de la TICAD, les pays africains ont commencé après la création de l'Union Africaine (AU) et du NEPAD, à collaborer entre eux pour le développement de l'Afrique. Dans ce contexte, les pays africains sont de plus en plus conscients de l'importance de la collaboration entre pays.

- Nécessité d'une vision d'un développement à long terme et de la promotion des suivis de la TICAD
 - La large étendue du mécanisme de suivi introduit à partir de la TICAD IV bénéficie d'une bonne réputation. Il est important à travers ce processus que les co-organisateur et les pays africains soient les principaux acteurs actifs des différents projets.
 - La TICAD vérifie les résultats chaque cinq années, mais il est temps de changer sa vision en une vision à long terme et penser à ce qu'il faudra faire pour le développement de l'Afrique à l'heure actuelle.

- TICAD en tant que forum ouvert pour le développement de l'Afrique
 - Il est très important que la TICAD soit une opportunité de discussions productives où participent différents pays et organismes de coopération, la société civile et les organes du secteur privé afin de partager leurs expériences dans le développement de l'Afrique, leurs réussites et échecs, de se mettre d'accord sur l'orientation du développement et la suivre.
 - Il est également nécessaire de considérer un accès plus facile au processus de la TICAD par la société civile. De plus, il est primordial d'intégrer dans le plan de développement de chaque pays le contenu des engagements de la TICAD ainsi que l'opinion de la société civile.

6-2-2. Concept de l'aide pour l'Afrique

- Se focaliser sur des objectifs bien ciblés en exploitant les riches ressources
- En exploitant les riches ressources, les TICAD devront désormais se focaliser sur des objectifs bien ciblés au lieu de constituer des moyens d'assistance "tous azimuts". Elles devront s'orienter vers des actions mutuellement complémentaires et systématiques, au lieu de réunir des actions non liées entre elles dans un seul contexte appelé "global".
- Il est nécessaire de considérer les régions dont la situation exige le plus une coopération, et considérer les moyens pour sa mise en œuvre tout en tenant compte de la sécurité humaine. Par exemple, une aide pour résoudre le problème de la pauvreté des pays faibles qui ne peut être résolu uniquement par une croissance économique.

- Promotion du transfert des structures économiques
- Il est nécessaire de renforcer le secteur de la production et les infrastructures qui le soutiennent, et promouvoir l'amélioration de la productivité de l'agriculture et de l'industrie.
- Il existe certains pays qui souffrent d'un taux de pauvreté élevé même si une croissance économique est atteinte. Pour ce, il est important de procéder à la réduction de la pauvreté par la création d'emplois et de prendre des mesures pour la création non seulement d'emplois pour la couche moyenne, mais également des emplois pour la couche qui souffre de l'extrême pauvreté.
- En ce qui concerne le transfert des structures par une politique industrielle asiatique, il est nécessaire de créer un cadre de travail capable de promouvoir une coopération Sud-Sud systématique en partageant avec les pays africains les expériences réussies et les cas échoués en Asie en tenant compte des caractéristiques de l'Asie.

- Approche par région et mesures pour la diversité
- Pour la TICAD et la coopération en Afrique, il est nécessaire de mettre en place à travers les organismes régionaux créés dans chaque pays africain, une coopération pour les réseaux routiers et ferroviaires dépassant les frontières, tout en renforçant les liaisons avec l'Union Africaine.
- L'Afrique regroupe plusieurs pays dont les conditions naturelles, économiques et sociales diffèrent de pays à l'autre, à savoir la présence des ressources naturelles, pays côtier ou enclavé, pays faibles, etc. Il est primordial d'améliorer le niveau de l'efficacité des coopérations à travers des méthodes multidimensionnelles sous forme d'aide par financement, coopération technique ou résolution de conflits, sur la base des besoins de chaque pays et de chaque région.

- Promotion du partenariat public-privé

- Même en Afrique, il est temps de faire avancer la promotion du partenariat public-privé. Même du point de vue du développement, les investissements et la promotion du commerce par le secteur privé s'avèrent nécessaires au niveau du transfert de technologie et du savoir-faire des sociétés privées.
- En plus du développement des ressources, il est intéressant de considérer une stratégie d'aide tenant compte de l'avantage comparatif des fabricants japonais dans le marché africain en croissance rapide. Il est nécessaire également de considérer l'aménagement d'un environnement d'investissement à travers des investissements concentrés des ressources dans le développement des couloirs, le développement des capacités des agents administratifs de chaque pays africain et la formation des personnels.
- Le principe d'une contribution publique qui consiste en une aide latérale du secteur public pour le développement du secteur privé (non à partir d'un point de vue myope visant l'appui des entreprises) représente une action basée sur les besoins de développement du pays bénéficiaire, et qui bénéficie également la société économique globale

7. Aperçu des interviews des personnes compétentes (Documents de référence)

7-1. M. Mark Malloch-Brown (Ancien administrateur du Programme des Nations unies pour le développement)

(Evaluation du degré de concrétisation des enjeux des TICAD jusqu'à présent)

- Le Japon a judicieusement incorporé les idéales du développement humain et de la sécurité humaine qui avaient été avancées par Monsieur Amartya Sen et Madame Sadako Ogata, notamment dans le cadre des TICAD II et III. Il a ainsi grandement contribué à promouvoir la prise en considération du secteur concerné au sein de la communauté internationale de développement. Je considère que ce même enjeu est aussi bien étroitement lié à l'enjeu du PNUD en matière du développement humain.
- En comparant TICAD I, TICAD II et TICAD III, on constate déjà d'importants changements en nature même des enjeux. Le Japon a commencé à mettre la lumière aussi bien sur les Etats faibles et Etats défailants et a déplacé le point d'intérêt sur le développement humain. Cela signifie que la TICAD s'est mis à se focaliser sur l'aspect sécurité humaine sous l'initiative de Madame Ogata. Je partage d'ailleurs son idée.
- L'octroi du soutien au secteur privé s'active de plus en plus en Afrique. La promotion de telles activités par TICAD dans ce cadre est appréciable en elle. Néanmoins, il faut souligner que l'enjeu de TICAD en matière d'assistance du secteur privé doit, non porter directement sur les entreprises privées ce qui est quelque peu une approche myope, mais rester collé sur les besoins réels exprimés par les pays bénéficiaires en voie de développement. Autrement dit, l'enjeu de TICAD doit reposer sur une perspective de contribution publique visant à bénéficier l'économie socio-économique globale.
- La transparence, la primauté du droit, l'anticorruption constituent les principaux enjeux des pays africains ; néanmoins, les problèmes liés à la gouvernance dans ces pays ne se ressoudent pas facilement. La gouvernance africaine est un sujet qui dépasse la portée de TICAD V.
- Comme exemples marquants de réussite de TICAD, on peut citer les assistances dans le secteur agricole. Je considère que la création du riz NERICA est un enjeu global et bien éloquent qui a ouvert de nouveaux champs d'activité (e.g. politiques économiques, gouvernance...) pour le PNUD qui jadis tendait à se focaliser sur les aides sectorielles.

(Propositions relatives à l'orientation future après TICAD V)

- La TICAD, en exploitant les riches ressources, ne devra-elle pas se focaliser désormais sur des objectifs bien ciblés au lieu de constituer des moyens d'assistances "tous azimuts" (diversifiées mais peu approfondies)? Les assistances dans les secteurs privés auprès des

petites et moyennes entreprises des pays faibles doivent être précédées de la mise en place du plus important enjeu de TICAD qu'est la « sécurité humaine ». La TICAD doit probablement se concentrer sur les enjeux soigneusement sélectionnés et censés être cruciaux pour le Japon. Toutefois, il y a certaines précautions indissociables du contexte de pays ; par exemple, l'agrandissement du secteur privé peut certes créer des emplois, mais ceci n'est pas directement applicable aux Etats faibles. Je pense que, d'ores et déjà, il importe de se focaliser sur des assistances contribuant à ressusciter le secteur privé tout en ne laissant pas de côté la couche pauvre de ces pays, car avant même le secteur privé, ce sera cette couche-là qui doit bénéficier des soutiens primordiaux pour le développement humain, tels que l'éducation, l'accès aux soins médicaux, etc.

- L'assistance du secteur privé en tant que politique du commerce extérieur est située dans le cadre des activités de transfert de technologie et de savoir-faire à octroyer par les entreprises privées du pays donateur. Cet aspect de coopération est bien accueilli par les pays africains et donc à poursuivre positivement. Cependant, dans le cadre de TICAD, il convient plutôt d'éviter les assistances déjà mises en œuvre et de prospecter des secteurs présentant une valeur ajoutée et méritant de faire l'objet de la TICAD V. Il y a lieu de classer les différents enjeux selon leurs natures, e.g. enjeux devant être assurés en partenariat avec le secteur privé, enjeux liés à la sécurité humaine, etc. Le Japon encourage le partenariat des entreprises japonaises avec les entreprises anglaises et favorise leur accès au marché africain. Cet enjeu est appréciable en tant que moyen de constitution du système d'assistance dans le secteur privé en attendant la TICAD V.
- Même après l'unification de JICA/JBIC, on peut soulever plusieurs points qui méritent d'être notés, à savoir : le volume de l'ensemble des assistances octroyées par JICA est encore comparable à celui de la Banque Mondiale ou de la Chine ; malgré la baisse en volume des assistances qu'il octroie, le Japon reste tout de même le premier donateur de l'Asie ; le Japon était pendant longtemps le chef de file des donateurs de CAD/OCDE ; l'enjeu pour la sécurité humaine constituait une préoccupation pérenne du Japon ; et enfin, le Japon dirige encore à nos jours les assistances du volet « commerces internationaux » dans le secteur privé. La TICAD V peut servir de plate-forme relativement avantageuse grâce à ces antécédents.

7-2. M. K.Y. Amoako, ACET (African Center for Economic Transformation)

(Evaluation du degré de concrétisation des enjeux des TICAD jusqu'à présent)

- À la conférence TICAD II en 1998, il a été reconnu l'importance du vrai partenariat et de la détermination des objectifs et des cibles pour suivre le progrès dans le développement de l'Afrique. Je suis donc ravi de voir que la TICAD est un pionnier dans l'approche du partenariat pour la coopération au développement et utilise les indicateurs clairs pour suivre

le progrès. Bien entendu, avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), cette approche est largement utilisée dans la communauté de développement international.

- À ce moment-là, les politiques d'aide pour l'Afrique étaient principalement basées sur le Consensus de Washington et ses résultats étaient décevants. Toutefois, l'engagement du Japon a offert de nouvelles perspectives sur le développement de l'Afrique. Les politiques, les institutions et la capacité sont les clés pour le développement économique de l'Afrique. Le « renforcement des capacités » se fonde sur le concept du « développement centré sur l'homme », qui est également la base des OMD. La TICAD II a évoqué le renforcement des capacités comme un essentiel thème transversal pour l'appropriation (droit de propriété) de l'Afrique et pour assurer les travaux de toute autre initiative. En outre, le Japon a concrétisé les enjeux en introduisant les programmes de formation pour les Africains.
- Les expériences de développement de l'Asie démontrent l'importance des institutions et des capacités ainsi que du leadership ayant la vision ferme pour le développement économique. La TICAD est très appréciée pour ses éléments politiques incluant de tels points de vue. La TICAD a aussi augmenté l'importance de la coopération Sud-Sud et aujourd'hui, la relation entre l'Afrique et l'Asie est plus renforcée qu'avant. À la TICAD V, je voudrais bien discuter de l'expérience du Japon et de sa vision de l'avenir pour la coopération Sud-Sud du style d'Asie. Je crois que les meilleures pratiques de ce modèle devront être encouragées aussi bien pour l'Afrique.
- En comparaison avec d'autres forums de développement, la TICAD est hautement appréciée puisqu'elle respecte l'appropriation (droit de propriété) de l'Afrique et le partenariat tout en considérant la situation de chaque pays. Il est également apprécié que la TICAD mette en œuvre l'élaboration de l'agenda politique, la consultation, le suivi et d'autres processus conjointement avec la partie africaine et qu'elle travaille avec les partenaires de développement international y compris les Organisations des Nations Unies et la Banque mondiale en tant que coorganisateurs.

(Propositions relatives à l'orientation future après TICAD V)

- Tandis que beaucoup de pays africains ont connu une croissance constante dans les dix dernières années, ils ont toujours de nombreuses faiblesses structurelles. Beaucoup de pays africains ont déterminé les objectifs pour la réduction de la pauvreté, pourtant seule la croissance n'est pas suffisante pour atteindre les objectifs. Pour maintenir la croissance et continuer à réduire la pauvreté par la suite, comment on a développé est important. L'Afrique ne peut pas continuer à compter sur les prix élevés des matières premières. Et, l'Afrique ne peut pas dépendre de l'aide pour toujours. La transformation économique, comme nous la défendons au Centre africain pour la transformation économique (African

Center for Economic Transformation (ACET)), est une croissance à travers les changements structurels de l'agriculture à l'industrie et aux services. Elle est une croissance à travers le développement des capacités techniques des peuples et institutions. Elle est une croissance à travers la mise à niveau des technologies qu'utilisent les peuples dans les fermes, dans les entreprises et dans les bureaux de gouvernement. Une partie importante à notre poursuite de l'agenda était à apprendre des pays asiatiques, notamment des pays ayant drastiquement transformé leur économie dans ces deux dernières décades, grâce, en partie, au soutien du Japon. La TICAD V devra centrer sa discussion sur les stratégies pour la transformation de l'économie de l'Afrique et le rôle que peut jouer le Japon.

- À cet égard, selon la recherche de l'ACET, il est requis pour assurer la croissance durable et lui donner la force de transformation, d'être axé sur quelques facteurs clé, à savoir ; infrastructure, intégration régionale, promotion d'exportation, renforcement des capacités et développement du secteur privé. Le Japon et d'autres partenaires de développement devront donner la priorité à ces domaines dans leurs programmes.
- Au forum de haut niveau de Busan, Corée du Sud, le principe du partenariat global du monde a été proposé pour unifier les différents partenaires de développement incluant ceux des pays développés, des pays émergents et du secteur privé. Il est important de promouvoir ledit principe à la TICAD V.
- Il est vrai que les pays d'Afrique sont divers. Et il n'est pas possible de répondre à toutes ces diversités dans toutes ses dimensions. Toutefois, comme nous devons atteindre les résultats à la fin, il est important de centrer sur les champs spécifiques et produire les extrants (output) tout en identifiant les besoins de chaque pays et ses priorités.

7-3. Madame Sadako Ogata (Conseillère spéciale du président, Agence japonaise de coopération internationale (JICA))

(Evaluation du degré de concrétisation des enjeux de TICAD jusqu'à présent)

- Après la deuxième guerre mondiale, le Japon octroyait des aides au développement économique aux pays asiatiques, mais au cours du processus de TICAD, ses perspectives se sont élargies pour couvrir les autres régions. Le Japon a commencé à envisager d'établir un lien plus solide avec l'Afrique et à offrir un ensemble plus exhaustif d'aides au développement qui ne se limite pas aux assistances économiques et techniques proprement dites mais intégrant aussi bien le règlement des conflits, le soutien des réfugiés... En bref, le Japon aujourd'hui veille toujours à ce que les aides les plus demandées soient octroyées aux régions les plus nécessiteuses. Le processus de TICAD a donc été un processus d'agrandissement du champ de vision du Japon dans le cadre de coopération internationale.
- Le Japon a été à la fois créateur et diffuseur du concept de « sécurité humaine ». Les pays africains pendant le processus d'indépendance ont souffert d'une grande variété de

problèmes : pauvreté, manque d'aptitude à l'autonomie. Dans le cadre de la solution de tels problèmes, le Japon est devenu capable de déterminer et développer les différents principes liés à la sécurité humaine, requis pour l'Afrique.

- Avant commencement de TICAD, le Japon n'avait que peu de lien avec l'Afrique, historiquement et géographiquement. Par les biais de TICAD, de nouvelles relations ont été créées entre le Japon et les pays africains. C'est là où réside une importance primordiale du processus même de TICAD. TICAD a effectivement grandi avec la coopération internationale. En plus du PNUD qui était membre co-organisateur de TICAD depuis le début, la Banque Mondiale et AU sont venus participer successivement ce qui a contribué à instaurer un système permettant d'observer l'Afrique en tant qu'entité intégrale. En effet, pour une approche multilatérale, les assistances des organisations internationales (Banque Mondiale, PNUD, etc.) étaient indispensables.

(Propositions relatives à l'orientation future après TICAD V)

- Jadis, les pays participants de l'OUA insistaient très fortement à l'indépendance de chacun. Aujourd'hui, il règne entre eux une entente mutuelle de plus en plus forte qui ira vers l'unification africaine. Cependant, tout en soutenant ce mouvement vers l'unification, nous ne devons pas perdre de vue que l'Afrique est extrêmement diversifiée et que l'approche individuelle auprès de chacun des pays est non moins importante.
- Pour l'ensemble de l'Afrique, le développement du secteur agricole sera sans aucun doute un enjeu d'une importance primordiale. Mais, les industries sont encore en état d'amorce en Afrique. L'incitation à l'industrialisation du continent africain suppose en premier lieu la mise en place des réseaux ferroviaires et routiers favorisant le développement transfrontalier des différentes régions. Mais ce genre d'aménagement de l'infrastructure ne s'est activé que très récemment, et ces démarches n'auraient jamais été possibles sans unification précitée de l'Afrique.
- A partir de la TICAD IV, on a introduit un processus de revue intermédiaire de l'orientation du développement et du taux d'atteinte des objectifs préalablement convenus entre les partenaires. Il importera désormais de concrétiser à fond de tels enjeux. Ce faisant, le donateur et le bénéficiaire assumeront réciproquement la responsabilité de chacun. De cette sorte, les deux parties vont devenir opérateurs actifs des projets. Par ailleurs, ce même processus pourra être applicable non seulement à l'Afrique mais aussi aux certaines régions de la Proche-Orient.
- L'arrivée de la Chine en tant que nouveau donateur constitue une étape non négligeable. Aujourd'hui, l'Afrique est considérée comme région la plus ouverte aux projets de développement et pour mener à bien ces démarches, les expériences vécues par la Chine

seront aussi bien utiles. On dit certes que la Chine ne participe pas au CAD et que ses aides ont pour l'unique finalité d'acquérir les ressources africaines mais l'approche de la Chine ne semble pas être en conflit avec le cadre de TICAD pour autant. La TICAD continuera à être un important lieu de discussions des différents opérateurs d'aides.

7-4. M. John Page (Chercheur principal, Economie mondiale et développement à la BROOKING INSTITUTION)

(Evaluation du degré de concrétisation des enjeux des TICAD jusqu'à présent)

- La TICAD contribuait à susciter jusqu'à présent l'attention de la majorité des japonais (y compris politiciens, encadrements d'entreprises) envers l'Afrique ce qui a renforcé l'environnement pour discuter sur le développement et l'aide en Afrique.

(Propositions relatives à l'orientation future après TICAD V)

- La TICAD concentrait traditionnellement sur le rôle du Japon dans les membres « traditionnels » de la communauté internationale de donateurs. Mais vu le contexte récent où, en plus des donateurs traditionnels auprès des pays africains, il y a aussi des nouveaux donateurs comme la Chine et la Corée, la TICAD devra servir de moyen de faire ressortir les contributions uniques du Japon. Je pense qu'il est important pour le gouvernement japonais d'exprimer ses intentions vis-à-vis des pays par voie de négociations et dialogues au niveau le plus élevé au cours de la TICAD. La TICAD offre une opportunité excellente pour le Japon d'adresser des messages qui peuvent contribuer aux résolutions des problèmes du développement en Afrique.
- J'entends souvent dire que les approches des nouveaux donateurs, tel que la Chine, sont différentes de celles des pays membres de CAD/OCDE. A mon avis, cette compétition entre les donateurs traditionnels et nouveaux a des aspects positifs et que les bénéficiaires africains ne sont pas nécessairement amenés à opter pour l'une ou l'autre des approches proposées. Dans un contexte tendu où coexistent les politiques des pays membres de CAD et les nouvelles idées et les approches des pays émergents, la TICAD peut jouer un rôle important dans la médiation. Le Japon, un donateur traditionnel, Corée du Sud, nouvel membre de CAD, et la Chine, nouvel donateur, peuvent s'engager dans un dialogue pour discuter sur les différents cas de réussites et échecs d'aide. Il serait aussi bien pratique et productif de convier les pays africains à participer aux discussions pour qu'ils y exposent des aides qui étaient utiles et des aides qui ne l'étaient pas tellement.
- La plus grande différence situationnelle par rapport à il y a près de 5 ans est que des gisements des ressources naturelles ont été identifiés dans un nombre croissant de pays africains. Nombreux pays émergents sont en train d'investir en Afrique dans l'espoir d'accéder aux ressources. Il pourrait être utile de débattre sur les mesures à prendre par les

pays détenteurs de gisement, face aux investissements étrangers aux ressources. Un des problèmes est l'absence des experts ou avocats dans des pays d'accueils capables d'évaluer des contrats lorsqu'ils sont entrés en vigueur. La TICAD pourrait être un lieu de discussion où les pays africains peuvent étudier comment faire face aux différents donateurs.

- Alors que les investisseurs privés sont très intéressés par les ressources naturelles africaines, il y a lieu de projeter des stratégies d'assistance spécifiques au Japon qu'aucun autre pays n'envisage (par exemple, la prospection des opportunités d'affaires dans les secteurs manufacturier et culturel). Il n'est pas nécessaire de transformer les TICAD en forum de business mais, du moins, pour attirer les plus nombreuses entreprises dans le cadre des assistances du secteur privé, le Japon devra présenter des idées innovatrices stimulant les investissements en Afrique tout en soulignant la différence par rapport aux autres forums de développement pour l'Afrique. Toutefois, traiter l'Afrique en tant qu'ensemble homogène ne serait pas a priori utile du point de vue stratégique. L'Afrique est trop diversifiée pour permettre une telle approche.
- TICAD ne devra pas porter uniformément et simultanément sur tous les domaines. Vu la diversité africaine, certains pays doivent se concentrer au développement humain, mais d'autres doivent s'axer sur la croissance économique. Le choix des bénéficiaires de TICAD est fait judicieusement mais elle se focalise trop sur la quête thématique. Puisque les discussions se déroulent au Japon, il conviendra bien d'organiser des séances spécifiques contribuant à l'acquisition de nouvelles approches et connaissances.
- TICAD se caractérise par les efforts de promotion de la coopération Asie-Afrique. Comparé aux autres pays en voie de développement, les pays asiatiques ont ceci d'avantageux que leur restructuration a été rapide. L'Afrique souhaite partager les expériences asiatiques de développement, celles utiles et inutiles toutes confondues. A l'occasion de TICAD, on peut exposer les différents modèles de croissance. Certains d'entre eux sont dirigés par les politiques industrielles et certains autres se prêtent spécifiquement aux domaines à forte valeur ajoutée. De cette manière, leur implication au sein de la politique pourra être démontrée.
- TICAD pourra servir par ailleurs de lieu de promotion des études académiques pour les chercheurs asiatiques sur les facteurs clés de succès dans le développement économique. Il serait intéressant de créer le prix TICAD pour stimuler la concurrence intellectuelle entre les pays asiatiques. Cela permettra au Japon de conforter sa prise en main intellectuelle. Il se peut que les chercheurs asiatiques attendent la création d'un tel forum.

7-5. M. Motoki Takahashi (Professor, Graduate School of International Cooperation Studies, Kobe University)

(Evaluation du degré de concrétisation des enjeux des TICAD jusqu'à présent)

- Le Japon soulevait la nécessité de la coopération Sud-Sud dès la première conférence TICAD ce qui a été coté favorablement dans le cadre de l'évaluation récente à l'égard des aides internationales octroyées par le Japon. La coopération Sud-Sud attire une attention particulière au cours de la série de discussions visant à augmenter l'efficacité de l'aide. Ne peut-on pas estimer que le Japon a été l'inaugurateur de cette nouvelle tendance ?
- De fait, la TICAD est citée par le NEPAD en tant qu'initiative de développement méritant d'être prise en considération. Or si on se demande si la coopération japonaise a pu ou non influencer sur l'Afrique, la réponse doit être nettement positive mais la grandeur de l'impact du processus lui-même de TICAD est difficilement mesurable.
- Si on retrace sommairement les démarches d'APD jusqu'à présent, les pays développés du nord se servaient des dons financiers en tant qu'outil de soutien des pays en forte relation historique avec eux ou présentant un intérêt particulier pour eux. Dans un tel contexte, comme l'octroi des dons se concentrait sur l'Afrique, les discussions de CAD portaient aussi bien sur l'Afrique et le Japon était souvent mis de côté. Mais, depuis la décennie 70, notamment en dernière phase de la « guerre froide », vu la nécessité stratégique après les chocs de pétrole d'une part et sous pression des Etats-Unis incitant le Japon à accroître l'ampleur de coopération internationale d'autre part, le Japon a été amené à élargir la portée des aides vers les régions autres que l'Asie de l'Est. Le Japon n'avait cependant pas un agenda déterminé dès le départ. A mesure que les pays de l'Asie de l'Est sont devenus riches, les dons japonais ont dû se trouver un nouveau débouché. Le montant d'octroi vis-à-vis des pays africains n'était toujours pas important, mais du moins, la TICAD a pu bien être une tentative de franchir les barrières inhérentes au cadre de coopération sous l'initiative occidentale. La TICAD a ainsi une signification historique d'avoir permis au Japon de se libérer du statut de puissance régionale. Du côté des pays africains, la TICAD a été le premier soutien important offert par un pays non occidental.
- La France dispose d'un cadre de dialogue et de coopération réunissant les pays africains. Mais ce cadre a pour objectif principal de situer la France « en tête de file » notamment dans le domaine militaire et non forcément en matière de développement, alors qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, un cadre similaire à TICAD lui-même n'existe pas. Dans un tel contexte, TICAD présente une importance historique d'avoir été un forum précurseur des aides auprès des pays avec lesquels le donateur n'avait pas nécessairement des relations étroites au niveau économique ou historique.

(Propositions relatives à l'orientation future après TICAD V)

- A présent, TICAD tend à devenir en quelque sorte une fête quinquennale. Mais il est tout de même remarquable qu'elle continue à être pendant si longtemps un lieu de débat sur le développement. Il faudra penser non pas à quoi proposer lors de la prochaine TICAD mais plutôt à comment modifier la structure étatique et sociale des pays africains à long terme et pour aller où. D'ores et déjà, il importera que chaque pays africain prélève les impôts et cotisations sur la population y compris les résidents à l'étranger afin de pouvoir autofinancer les divers projets de développement. A cette fin, la confiance mutuelle doit régner entre la population et le gouvernement. L'amélioration de la gouvernance et de la responsabilité sera cruciale.
- Un système de financement impartial doit être constitué afin de collecter les fonds domestiques excédentaires et de les réinjecter judicieusement dans les secteurs nécessaires. De plus, on doit soulever activement les problèmes de l'emploi et de l'éducation pour prospecter les moyens de former la jeune génération constituant les ressources humaines productives à intégrer dans le marché du travail.
- Promouvoir la coopération triangulaire Japon - Asie de l'Est – Afrique sera bénéfique.
- La clé de réussite pour le développement du secteur manufacturier en Afrique est de savoir comment participer à la chaîne d'approvisionnement globale consistant en répartition et unification du travail à l'échelle internationale du processus de production. On doit anticiper que, tôt ou tard, une partie du processus de production de la chaîne d'approvisionnement franchira l'océan indien pour aller s'implanter en Afrique. On doit donc se préparer à l'arrivée de ce jour. Les éléments cruciaux dans ce cadre seraient : la sécurité publique, les institutions favorisant les activités économiques, l'infrastructure matérielle et entre autres d'excellentes ressources humaines.
- l'Afrique aujourd'hui voit apparaître une jeune génération qui se donne pour mission de prendre en charge de nouveaux enjeux de développement. En considération d'une telle situation, il sera utile d'instaurer un système pour féliciter, parmi de nombreux enjeux volontaires, ceux qui s'avèrent particulièrement utiles.